



Vigilance antifasciste

Bulletin du groupe de travail «extrême-droite»

N° 4 MARS 2024

PRÉSENTATION DU GROUPE ET DE CE BULLETIN



Présentation de notre groupe de travail

La décision de créer un groupe de travail interne à notre organisation, composé de camarades de Paris et de régions a été prise lors de notre réunion nationale de juin 2022. Il a commencé à fonctionner dès le mois de septembre, sur la base de réunions mensuelles.

Il a pour objet de présenter des analyses et réactions sur la situation de l'extrême droite et des droites extrêmes, de préparer des argumentaires et de former des militants de la GES sur cette question.

Il revient au Groupe de Travail d'impulser un travail de réflexion et de formation au niveau des régions des départements et ou des villes (ex: contre-argumentaires, réflexions sur les stratégies d'implantation de l'Extrême-droite, ses liens avec les forces de police locales ou avec certaines structures de l'Etat.).

✓ Parce que l'ensemble des structures de la GES sont concernées par cet aspect politique de notre activité militante.

✓ Parce que l'antifascisme n'est pas, pour nous, une fin en soi, mais demeure nécessaire tant que l'extrême droite, le fascisme et ses racines ne seront pas éradiqués.

Nous proposons à toutes celles et tous ceux qui veulent agir contre l'extrême droite de commenter, augmenter, corriger et partager des informations, de se former, d'informer et de transmettre. Nous avons à cœur d'analyser et d'alerter notre organisation, de travailler avec d'autres, de ne pas perdre de vue que l'activisme antifasciste ne doit pas être un entre-soi viriliste mais au contraire de créer et de stimuler un mouvement de résistance et de vigilance contre le fascisme.

Nous alimenterons le site de la GES autant qu'il le faudra et porterons nos analyses dans l'organisation et nous proposerons des formations aux militants de la GES.

Tant qu'il le faudra.

Pourquoi ce bulletin

Ce numéro de Vigilance Antifasciste est entièrement constitué d'argumentaires que notre Groupe de Travail a recueilli auprès de structures militantes, syndicales ou associatives qui se consacrent à la lutte contre l'extrême-droite. Nous remercions tout particulièrement le collectif d'Aix-en-Provence contre les idées et violences d'extrême droite, auquel participent des camarades de la GES, pour nous avoir autorisé à reproduire son travail.

La lutte contre l'extrême-droite c'est du concret, du débat, de la persuasion. Les militant-e-s des structures politiques associatives, syndicales, qui sont confronté-e-s quotidiennement au RN, à Reconquête, aux groupuscules violents, doivent être à même de démonter toutes les rodomontades de ces forces à représenter des idées majoritaires, à se prétendre les défenseurs des classes populaires, ouvriers, fonctionnaires, employés, agriculteurs...

Ce combat est difficile, il nécessite des munitions. Ces argumentaires, élaborés sur le terrain, sont une première arme. Un élément de formation. Toutes les publications qui permettront de la renforcer, de l'actualiser sont nécessaires, bienvenues. Le groupe de travail «extrême droite» de la Gauche Ecosocialiste contribuera à leur actualisation et à leur plus large diffusion possible.

Nous avons regroupé ces fiches argumentaires en grandes thématiques.

Education
Droits des femmes
Droits des migrants
Droits sociaux
Démocratie
Nos principes

L'EXTRÊME DROITE DE LE PEN À ZEMMOUR EST UN DANGER POUR L'ÉCOLE, POUR LES PERSONNELS ET POUR LES ÉLÈVES !

CONNAÎTRE
L'EXTRÊME DROITE

UNE PROGRESSION ALARMANTE DE L'EXTRÊME DROITE

À l'approche des élections présidentielles, l'extrême droite est quasi omniprésente dans les médias : Zemmour et Le Pen imposent les termes du débat public.

D'une part, l'extrême droite impose sa vision du monde qui repose sur la peur et la haine de l'autre : les personnes immigrées, musulmanes, juives ou LGBTI... et l'exaltation d'une "nation française" entendue comme excluante.

D'autre part, la progression de l'extrême droite et la diffusion de ses idées réactionnaires dans la société encouragent l'action des groupes d'ultra-droite violents : depuis 2017, neuf attentats terroristes, dont trois depuis août 2021, ont été déjoués et leur menace est grandissante. Ces groupes violents appellent à s'en prendre à des lieux de culte (mosquées et synagogues), à des lieux qu'ils associent à l'immigration, ou à des lieux « de gauche », des personnalités politiques ou encore dernièrement des centres de vaccination.

20 ans après les manifestations anti-Le Pen, les candidat-es d'extrême droite se sont hissé-es en haut des sondages d'opinion. SUD éducation décrypte leur programme pour l'école.

L'ÉCOLE DOIT ÊTRE UN REMPART SOCIAL CONTRE L'EXTRÊME DROITE

Du temps du FN de Jean-Marie Le Pen, le discours de l'extrême droite sur l'école se concentrait sur la défense d'une école privée largement confessionnelle. Depuis, avec la tentative de dédramatisation engagée

par Marine Le Pen, le Rassemblement national a essayé de s'implanter via le Collectif Racine dans l'Éducation nationale, heureusement sans succès. Le collectif Racine créé en 2013 a pour objectif de diffuser sa vision décliniste de l'école auprès des personnels. Pour ce collectif dont la plupart des membres soutiennent actuellement Zemmour, l'école est en "péril" du fait de l'esprit de mai 68 et des théories pédagogiques : c'est bien mal connaître les difficultés des personnels dans l'école actuelle !

L'Éducation nationale, c'est plus d'un million de personnels. Il est vital de ne pas fléchir face aux discours de l'extrême droite et de continuer à convaincre nos collègues que l'extrême droite consiste un danger colossal pour l'école, pour ses personnels et ses élèves mais aussi pour la démocratie sociale en général. Les programmes du RN et de Zemmour pour l'école poursuivent deux objectifs :

→ accentuer la ségrégation sociale en instaurant un service public d'éducation au rabais, ce qui a pour objectif d'organiser la fuite vers l'enseignement privé pour les élèves des classes supérieures,
→ instrumentaliser le service public d'éducation pour diffuser une idéologie réactionnaire.

L'EXTRÊME DROITE SOUTIENT LA POLITIQUE DE BLANQUER

Depuis l'investiture du ministre Blanquer, le Collectif Racine n'a rien écrit des politiques de casse du service public d'éducation orchestrées par celui-ci : rien sur les suppressions de postes, rien sur les réformes des lycées qui ont pourtant dégradé les conditions de travail des

personnels, ni sur Parcours sup' qui opère une sélection sociale inacceptable !

L'extrême droite de Le Pen à Zemmour est satisfaite de l'action du ministre Blanquer et se félicite :

- de la priorité au développement de l'école privée, largement confessionnel : la plus forte augmentation de budget pour la rentrée 2022 concerne l'enseignement privé et l'obligation de scolarisation à partir de 3 ans oblige l'État à financer le développement des écoles privées,
- des attaques contre la liberté pédagogique des enseignant-es afin d'uniformiser les pratiques,
- de l'aggravation de la sélection sociale et la mise en concurrence des élèves via les réformes des lycées et Parcours sup',
- de la liquidation de l'éducation prioritaire via une baisse drastique de moyens pour les établissements qui accueillent les élèves les plus défavorisés,
- de l'absence de véritable politique de prévention et de lutte contre les discriminations,
- du dévoiement de la laïcité pour diffuser des idées islamophobes.

ZEMMOUR ET LE PEN VEULENT UNE ÉCOLE QUI CONSACRE LES INÉGALITÉS ET LES DISCRIMINATIONS

Lorsque l'on observe les propositions du Rassemblement national ou de Zemmour pour l'école, on remarque qu'il n'y a pas de remise en cause de la politique actuelle de Blanquer. Bien au contraire, l'extrême droite propose des mesures encore plus rétrogrades, dangereuses et inégalitaires.

**L'EXTRÊME DROITE
NE PARLE PAS DES
VRAIES DIFFICULTÉS DE
L'ÉCOLE**

Dans son programme, le RN ne parle jamais des difficultés des personnels de l'Éducation nationale : du bâti délabré, des injonctions permanentes de la hiérarchie, du manque de moyens et de formations pour les personnels, du manque de personnels médico-sociaux et AESH.... Au contraire, l'école n'apparaît dans le programme du RN, que pour appuyer un discours xénophobe sur l'insécurité. Sur les 18 brochures programmatiques du RN, aucune ne concerne l'école ! Même constat chez Zemmour, pour qui le thème de l'école rime avec "théorie du genre", "immigration", "effondrement du niveau" mais jamais avec "manque de moyens", "classes surchargées", "organisation pathogène du travail", "manque de reconnaissance pour les personnels" : cette instrumentalisation de l'école par l'extrême droite est insupportable. → L'extrême droite instrumentalise le discours républicain pour diffuser ces idées inégalitaires

Le programme du RN diabolise les "banlieues" et crée un récit fantasmé de celles-ci. Le RN dit vouloir y rétablir "sans concession de l'ordre républicain" qui se décline dans son Plan Banlieue en trois mots : "discipline", "sécurité" et "répression". Au contraire, SUD éducation et l'ensemble des organisations progressistes revendiquent le rétablissement des services publics dans les quartiers populaires avec un financement à la hauteur des besoins afin de garantir l'accès de tou·tes aux droits constitutionnels : le droit à l'éducation, à la santé, au logement... Les services publics et les droits sociaux sont le fondement d'une société qui garantit l'égalité de traitement entre tou·tes.

La traduction dans le secteur de l'école de ce dévoiement du discours républicain s'incarne dans "l'action

19" du "Plan banlieue" du RN qui consiste à "Développer les internats d'excellence et y instaurer la priorité nationale".

L'action du RN consiste donc à développer un dispositif dont les personnels sur le terrain ont déjà éprouvé l'inefficacité et les résultats décevants, en y ajoutant une mesure profondément raciste. Ici le RN montre son vrai visage : celui d'un parti qui discrimine les enfants et détruit le vivre-ensemble en imposant un régime d'inégalités en fonction de la nationalité. C'est l'extension d'un régime de préférence nationale aux élèves qui est proposée par le RN. Cette proposition va à l'encontre de notre projet d'une école ouverte à tou·tes !

L'urgence pour l'éducation prioritaire n'est pas de développer les dispositifs d'excellence mais bien d'élever la qualité du service public d'éducation qui est largement dégradé dans les quartiers populaires du fait du manque de moyens.

**NOSTALGIE DU RETOUR À L'ÉCOLE DE
LA IIIÈ RÉPUBLIQUE : INÉGALITÉS ET
AUTORITARISME AU PROGRAMME**

La prose de Le Pen et celle de Zemmour mettent au jour une vision autoritaire de l'école. La première mesure du RN pour l'école est

d'instaurer un uniforme ou une blouse à l'école et au collège pour les élèves. A nouveau, le RN ne propose que des mesures "de vitrine", passéistes et rétrogrades, qui ne permettront pas d'améliorer les conditions d'étude des élèves. Le retour à l'uniforme fait partie d'une vieille rengaine de l'extrême droite nostalgique de l'école de la IIIe République.

Or il faut rappeler que l'école de la IIIe République était une école profondément inégalitaire qui organisait une ségrégation et une hiérarchie sociale accrue. L'école de la IIIe République opérait une sélection forte puisque les enfants du peuple n'avaient pas accès aux mêmes écoles que les enfants des classes supérieures. C'était également une école des inégalités entre les filles et les garçons. Sans compter que cet école soutenait et diffusait le discours colonial de l'impérialisme français.

Le collectif Racine va plus loin dans la nostalgie de cette école du passé en proposant, comme Zemmour, la suppression du "collège unique" afin d'orienter vers la voie professionnelle les élèves dès la fin de la sixième pour commencer au plus tôt l'apprentissage.

Zemmour en appelle sur le site de



son mouvement "Génération Z" à "une école sélective et méritocratique". Son modèle est explicite : il faut, pour Zemmour, sélectionner les élites prioritairement parmi les enfants des élites. Pour lui, la sous-représentation des enfants d'ouvrier·es et d'employé·es dans l'enseignement supérieur et en particulier dans les filières les plus sélectives, s'explique par leur manque de "mérite", contrairement aux enfants des classes les plus favorisées qui sont eux sur-représentés dans l'enseignement supérieur et en particulier dans les grandes écoles. Ainsi Zemmour tend à confondre le mérite et la naissance. Au contraire, le rôle d'une démocratie sociale est de donner davantage à celles et ceux qui, par les conditions sociales dans lesquelles ils et elles vivent, ont moins de chances de poursuivre les études de leur choix.

La fin du collège unique incarne la politique ségrégative de l'extrême droite dont l'objectif est d'orienter le plus tôt possible les enfants des classes populaires vers un métier nécessitant peu de qualifications scolaires en brimant leur accès à une culture commune dispensée dans les enseignements généraux. Au contraire, la question pour SUD éducation est celle de rendre le service public d'éducation plus

accessible aux élèves qui ont des difficultés scolaires et sociales plus importantes, et surtout pas de les exclure de l'école comme le propose l'extrême droite. La scolarité unique via "le collège unique" est un progrès social que le manque de moyens (les classes surchargées, l'absence de fléchage d'heures pour financer les options...) met en danger. De même, selon les brochures du RN, le retour de l'uniforme permettrait d'imposer "l'unité nationale" dans "les quartiers". Les personnels de l'Éducation nationale savent que le RN pose les mauvaises questions avec son obsession du nationalisme et qu'imposer un vêtement ne constitue pas une solution aux défaillances des missions régaliennes de l'État dans les quartiers populaires.

Néanmoins, les mesures autoritaires du RN ne concernent pas uniquement les élèves, mais également les personnels. L'une des mesures énoncées par le RN pour l'école concerne le lancement d'un "plan de contrôle des enseignements" afin que "les enfants aient bien accès à un enseignement conforme à nos valeurs". Le RN prône une instrumentalisation de l'école au service de son idéologie. Les valeurs du RN ne sont pas celles de l'école ni de ses personnels. Il est à craindre

des fortes restrictions contre la liberté pédagogique des enseignant·es si l'extrême droite arrivait au pouvoir.

Les attaques contre les personnels ne s'arrêtent pas là car Zemmour attribue la soi-disant et très controversée "baisse du niveau de l'école" aux méthodes pédagogiques des enseignant·es qui ne pratiquent pas selon lui suffisamment le "modèle d'antan", c'est-à-dire "les méthodes traditionnelles d'acquisition des savoirs, le « par cœur », la leçon magistrale, l'autorité du maître." : les enseignant·es sont pourtant les mieux placés pour évaluer les difficultés de leurs élèves et mettre en œuvre des méthodes pédagogiques adaptées, même si celles-ci ne plaisent pas au polémiste d'extrême droite.

SUD éducation s'oppose à cette conception rétrograde de l'enseignement et défend la diffusion des pédagogies émancipatrices.

L'EXTRÊME DROITE DÉFEND UNE CONCEPTION NATIONALISTE, SEXISTE ET XÉNOPHOBES DE L'ÉCOLE

Pour l'extrême droite, de Zemmour à Le Pen, il faut mettre davantage en avant l'enseignement du français et de l'histoire, considéré comme "des fondamentaux". Cette obsession montre bien la méconnaissance du secteur de l'éducation par l'extrême droite, ainsi que sa volonté d'instrumentaliser l'école au service de son idéologie. Par ailleurs, on peut facilement déduire que cette proposition s'applique prioritairement aux élèves issus des classes populaires qui étudient au sein de l'école publique, les élèves issus des classes supérieures auront eux toujours accès à une formation plus complète et plus riche grâce à toutes les officines privées de cours particuliers, de cours du soir ainsi qu'au sein de l'école privée.

CONNAÎTRE
L'EXTRÊME DROITE



Le programme du RN au sujet du contenu des enseignements s'attache principalement à renforcer le volume horaire des cours d'histoire et de français dans une visée exclusivement nationaliste : il s'agit de "mettre en place un Roman national qui redonne des repères historiques, identitaires et culturels uniques à tous les petits Français" selon les mots du RN. On voit bien à quel point l'enseignement est instrumentalisé par l'extrême droite. Pour l'extrême droite, l'exaltation de la nation, c'est avant tout l'exclusion et la domination pour tou·tes celles et ceux qui n'entrent pas dans ce "roman national" homogène et unique. Au contraire, à l'école, on apprend aussi le vivre-ensemble et la tolérance. Le RN œuvre pour rendre invisibles les différences et uniformiser la population autour du fantasme de la nation française. C'est pourquoi le RN propose deux mesures visant à discriminer les populations qu'il ne juge pas conformes à son idéologie nationaliste.

D'abord, le RN revendique la suppression des enseignements de langue et de culture d'origine (ELCO) : cette mesure est une mesure purement xénophobe qui a pour but de discriminer les personnes immigrées en les contraignant à couper les liens linguistiques qu'elles pouvaient conserver avec leur pays d'origine.

De plus, le RN vise spécifiquement les élèves de confession musulmane en revendiquant l'interdiction des repas de substitution dans les cantines. Pourtant les repas de substitution ne dérogent pas aux exigences de neutralité du service public. Le Conseil d'État a rendu une décision en ce sens le 11 Décembre 2020 en indiquant que : « la laïcité n'est ni le reniement ni le cantonnement des religions. Elle est la condition du respect des choix

personnels dans une société ouverte où histoire et patrimoine ont été souvent forgés par les grandes traditions spirituelles ou religieuses.

La laïcité de l'État implique donc une neutralité des services publics à l'égard de toutes les croyances ou pratiques religieuses ». Avec sa proposition d'interdiction des repas de substitution, le RN continue de dévoyer l'idée de laïcité à des fins islamophobes et antisémites. Sur le site de Génération Z, on peut lire un résumé très explicite du programme de Zemmour pour l'école puisqu'il est écrit qu'«Éric Zemmour estime que l'idéologie progressiste occupe une place trop importante dans les programmes scolaires de l'enseignement secondaire», c'est pourquoi Zemmour défend un programme composé des pires régressions sociales pour l'école : il dénonce la place des femmes dans les programmes d'histoire et de tous les enseignements qui permettraient de lutter contre les discriminations et de sensibiliser les élèves aux enjeux de la crise climatique.

En octobre 2021, suite à la sortie de la circulaire concernant l'accueil des élèves trans en milieu scolaire, il disait vouloir interdire leur accès à l'école : Zemmour défend le règne de l'intolérance et de la maltraitance.

Zemmour se fait ainsi la voix des groupes d'ultradroite, des suprémacistes blancs, des antisémites mais aussi des militant·es de la Manif pour tous qui le soutiennent activement.

LES PERSONNELS DE L'ÉDUCATION DOIVENT ÊTRE UN REMPART CONTRE L'EXTRÊME DROITE

L'extrême droite instrumentalise le discours républicain et la laïcité afin de véhiculer des idées contraires aux valeurs démocratiques de la République. Chacune des

propositions du RN ou de Zemmour sur l'école a une visée raciste, islamophobe, nationaliste, autoritaire ou rétrograde.

Les personnels de l'Éducation nationale œuvrent chaque jour à construire une école émancipatrice pour les élèves mais aussi à construire la société de demain en sensibilisant les élèves à la lutte contre les discriminations, aux enjeux environnementaux mais aussi aux idéaux de justice sociale. Ces aspirations des personnels sont incompatibles avec le discours de l'extrême droite, qu'il soit celui de Marine Le Pen, d'Eric Zemmour ou d'autres colporteurs de haine.

SUD éducation porte cette démarche dans un cadre unitaire, notamment à travers la publication récente d'une tribune dans le quotidien Libération appelant les personnels à faire front contre l'extrême droite et ses idées. Les personnels subissent depuis 5 ans l'action désastreuse d'un ministre autoritaire et ultra-libéral. L'extrême droite au pouvoir ne remettra pas en cause la politique de Blanquer : elle ne fera que l'accentuer en réprimant, en discriminant davantage jusqu'à mettre en danger la démocratie elle-même.

19 novembre 2021



Une intersyndicale de l'éducation à laquelle participe Sud Education a mis en ligne un appel et du matériel contre l'extrême droite à retrouver sur :

<https://www.education-contre-extreme-droite.fr/>

L'EXTRÊME-DROITE FACE À L'ÉCOLE

À rebours des projets d'une école d'émancipation et d'ouverture au monde, le RN et Reconquête présentent un double programme réactionnaire :

- Imposer la soumission et la division : instruction-sélection-stigmatisation-ségrégation-mise au pas des personnels ;
- Imposer l'idéologie nationaliste aux enseignants et la chasse à la pensée critique émancipatrice, sous le prétexte paradoxal d'exigence de neutralité.

« REDRESSER LES CORPS, REDRESSER LES ESPRITS, POUR REDRESSER LA NATION. » Un cadre du FN, en 2017.

Le Collectif Racine du Rassemblement Bleu Marine 2017 part d'un constat de ruine : « les ruines d'une école dévastée par les bons sentiments égalitaristes... le triomphe du médiocre... l'idéologie permissive de Mai 68... les théories pédagogiques aberrantes... » Le contre modèle (Programme Zemmour) est l'école privée qui a « constitué une alternative efficace au système public gangrené ».

Redresser les corps et les esprits avec l'uniforme, le rétablissement de l'estrade, la discipline, le goût de l'effort, le salut au drapeau, pour transmettre l'amour de la Patrie. Concourir « par tous les moyens chez ceux à qui il est destiné, à faire naître, développer et affermir les sentiments patriotiques et la conscience de l'unité nationale ». Proposition de loi MLP 2021.

Le RN veut mettre en place « un roman national » à visées identitaire, loin d'un enseignement de l'histoire, telle qu'elle est établie par les historiens. Pas question d'avoir une lecture critique de la colonisation. Quant à E.Zemmour, il révisé l'histoire, notamment en déclarant que « Pétain a sauvé des juifs français » et dénonce la place des femmes dans les programmes...

COMBATTRE LES PÉDAGOGUES ET ÉLIMINER LA PENSÉE CRITIQUE

Ce qui est émancipateur, ce n'est pas seulement le savoir, mais les conditions dans lesquelles on se l'approprié, et pour cela les pédagogues, sociologues et syndicalistes doivent être dénoncés et mis hors d'état de nuire. Ce n'est pas nouveau, Celestin Freinet fut aussi violemment contesté par l'Action Française, et actuellement au niveau international, les pédagogies émancipatrices sont pourchassées partout où l'EXD est au pouvoir.

Les postes de psychologues et d'infirmières sont jugés peu utiles, de même que les postes administratifs. Ils devront en grande partie être supprimés pour faire des économies.

FICHE ARGUMENTAIRE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE

L'EXTRÊME-DROITE FACE À L'ÉCOLE

INSTAURER UNE MÉRITOCRATIE AU SERVICE DE L'ÉLITE, BASÉE SUR LA PRÉFÉRENCE NATIONALE

Marine Le Pen et E. Zemmour affichent vouloir « remettre la méritocratie au cœur du système » (Zemmour), même si MLP peut parfois reconnaître que celle-ci est viciée, les efforts n'étant pas toujours reconnus.

La méritocratie, hiérarchie en principe fondée sur le mérite, est un fondement de l'école républicaine version Troisième République, qui ne tient pas compte de l'origine sociale et culturelle des individus. C'est un système de pure compétition inéquitable pour une école élitiste.

Sans le développement de politiques de justice sociale permettant de compenser en partie les inégalités de conditions sociales, il n'y a aucune égalité des chances. Ce n'est pas un problème pour Marine le Pen ni pour E. Zemmour, hostiles à ces politiques de lutte contre les inégalités.

Mais alors où est le mérite de ceux qui ont la chance d'être « bien nés » ?

UNE ÉCOLE DE L'EXCLUSION QUI CONSACRE LES INÉGALITÉS, LES DISCRIMINATIONS ET LA SÉGRÉGATION

Dans « l'action 19 » du Plan Banlieue du RN, il s'agit de créer des internats d'excellence avec latin et grec et d'y instaurer la priorité nationale.

Si MLP peut proposer l'arrêt des fermetures de classe ou la diminution des effectifs pour satisfaire son électorat, aucune proposition n'est chiffrée. Peu de volonté de développer la qualité ni les moyens du service public d'éducation en dehors des élites.

D'ailleurs, il s'agit plutôt « d'effacer toute la démocratisation » : suppression des ZEP, fin de la gratuité des transports et de la cantine pour les familles pauvres, et suspension des allocations familiales en cas d'absentéisme.

Dans cette démarche anti-démocratique, Marine le Pen et E.Zemmour veulent aussi supprimer le collège unique, jugé trop inclusif.

Il s'agit de faire un tri dès la fin de la 6ième, pour orienter de nombreux élèves vers l'apprentissage et le Certificat d'études, et ensuite trier encore en établissant des filières par niveau.

La discrimination envers les élèves d'origine étrangère ou issus de l'immigration se manifeste au travers de mesures telles que la suppression de l'enseignement des langues d'origine comme l'arabe (programme RN), l'interdiction des repas de substitution dans les cantines, et pour les femmes accompagnant les sorties scolaires l'interdiction du port du voile. L'idée de laïcité est dévoyée à des fins islamophobes.

FICHE ARGUMENTAIRE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE

L'EXTRÊME-DROITE FACE À L'ÉCOLE

« LES PARENTS VIGILANTS », CHEVAL DE TROIE DE RECONQUÊTE, S'ATTAQUENT À L'ÉCOLE, MENACENT LES ENSEIGNANTS ET LA LIBERTÉ D'ENSEIGNER :

« En attendant que nous soyons au pouvoir, je vais vous dire quoi faire immédiatement, avec vos moyens, dès aujourd'hui et sans attendre les prochaines élections : ne laissez plus rien passer ». Il a annoncé la création d'un « réseau national de parents vigilants », destiné à être un « contre-pouvoir qui s'engage dans la bataille culturelle ». « Je veux une présence massive sur le terrain, une « armée numérique », précise E.Zemmour le 11 septembre 2023, lors du Lancement de « Protégeons nos enfants ».

Agnès Marion, cheffe de cabinet de Marion Maréchal Le Pen, tête de liste de reconquête aux élections européennes de 2024, dirige les troupes :

« face à l'enseignement de la théorie du genre, de la propagande LGBT...de l'enseignement de la détestation de la France... de l'offensive islamique à l'école, de l'effondrement du niveau », elle demande à chaque parent de signaler « toute offensive contre l'école », dont la présence de transgenres parmi les élèves.

LYNCHAGE ET MISE A L'INDEX SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX DES ENSEIGNANTS

Sur les réseaux sociaux d'EXD : Riposte laïque et Fde Souche, les enseignants sont nommés, leur adresse postale de lycée dévoilée, des photos sont affichées, des propos haineux et des menaces de mort sont proférées.

La chasse est lancée, nécessitant une protection fonctionnelle des enseignants de la part de l'administration, et entraînant la peur, l'auto-censure et souvent l'abandon des projets.

« Est ce qu'un cinglé va venir s'en prendre à nous ? » se demandent les enseignants.

À Luçon, Valenciennes, Castelnaudary, Toulouse, Callac et Lille, le harcèlement est déjà en place.

Tout ça pour quoi ? Pour l'utilisation d'un manuel scolaire jugé « inspiré de l'extrême gauche » et des projets validés par l'Education nationale qui se font avec des associations anti-racistes. Tout projet ouvert sur les autres et sur le monde est passé au crible de la suspicion.

ENSEIGNER SIMPLEMENT LES FAITS DEVIENT UNE PRISE DE RISQUE

Dans le collimateur, on trouve bien sûr les cours d'Histoire et les activités qui les accompagnent, et notamment toute critique de la colonisation va être taxé de wokisme, et l'exposé des actes criminels de Vichy de repentance historique.

L'EXTRÊME-DROITE FACE À L'ÉCOLE

De même pour les cours de SVT (Sciences de la vie et de la Terre) qui comportent un enseignement concernant la sexualité. Ces cours peuvent être taxés de propagande LGBT ou en faveur de la théorie du genre.

OBJECTIF ACTUEL DE RECONQUÊTE : INFILTRER LES CONSEILS DE PARENTS D'ÉLÈVES

« Je veux que nos parents vigilants aient des élus partout en France pour pouvoir peser dans la vie administrative des différents établissements scolaires ».

Les activités péri-scolaires, les voyages scolaires et les menus des cantines sont visés. Cette campagne est aussi l'occasion de recueillir les coordonnées de nombreux parents d'élèves et ainsi élargir la base électorale de Reconquête.

Le comble c'est qu'avec l'assassinat abominable du professeur Dominique Bertrand par un jeune fanatique islamiste, « les Parents vigilants », loin de faire profil bas, accusent au contraire de complicité objective avec l'assassin, les enseignants critiques, qu'ils désignent déjà eux-mêmes comme cibles et qu'ils harcèlent à nouveau.

LE FASCISME FONDAMENTALISTE ET LE FASCISME XÉNOPHOBES DOIVENT ÊTRE FERMEMENT COMBATTUS À L'ÉCOLE COMME AILLEURS.

Leurs représentants ont en commun d'appeler à la haine, au lynchage médiatique et au meurtre. Ils peuvent aussi se retrouver entre réactionnaires contre les mêmes cibles, comme on l'a vu contre les ABCD de l'Égalité en France en 2013 et actuellement en Belgique contre le programme Evras d'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle. Ce programme réunit contre lui, à l'aide de nombreuses « fake news », à la fois les catholiques intégristes de Civitas et des groupes fondamentalistes musulmans (des écoles ont été incendiées).

EXIGEONS LA DÉFENSE DES ENSEIGNANTS CONTRE TOUTES LES AGRESSIONS, LA POURSUITE DE LEURS PROJETS ET LA SANCTION DE LEURS AGRESSEURS.

Sources :

les possibles n°31, Médiapart, Enquête de France info sur les « Parents vigilants » site « Parents vigilants » Tract Gallimard « Zemmour contre l'Histoire »

Publications syndicales: SUD - Éducation, FSU, CGT Educ, SGEN- CFDT, UNSA,

Gregory Chambat, Quand l'extrême-droite rêve de faire école,

Luc Rouban, La vraie victoire du RN.

11/2023

4/4

Collectif aixois contre les idées et violences de l'extrême-droite
Contact : aix@collectif-contre-xd.fr

L'extrême droite est l'ennemie des femmes

Depuis plusieurs années, l'extrême droite diffuse ses idées nauséabondes partout dans la société. Elle essaie de séduire avec des arguments dits "féministes" et une image de plus en plus féminisée. Sa politique aurait-elle changé ? Ou brouille-t-elle les pistes pour accéder au pouvoir en récupérant les sujets importants comme l'émancipation des femmes ?

En 2017, l'extrême droite a constaté qu'il lui était difficile de s'attirer un électorat féminin si elle gardait un discours de régression sur les droits des femmes. Une nouvelle stratégie est mise en place. Marine Le Pen joue ainsi sur son image de femme moderne, qui travaille, divorcée. Elle se construit une identité dite « féministe ». Elle n'hésite d'ailleurs pas à citer Simone de Beauvoir.

Dans le même temps, les porte-parole de Génération identitaire sont quasi systématiquement des jeunes femmes, telles Anaïs Lignier ou Thaïs d'Escurfon. Ces militantes donnent une meilleure image de ces groupuscules, elles offrent une meilleure vitrine, moins agressive et plus glamour, plus lisse, que celle que pourraient donner de vieux militants identitaires, passés par le GUD, par Unité radicale (des formations connues pour leur violence), ou par la mouvance skinhead d'extrême droite. Cela ne signifie pas pour autant qu'elles sont là uniquement pour faire de la figuration ou pour changer l'image de ces groupuscules, au contraire. Elles sont convaincues des idées d'extrême droite et agissent. Et c'est dans cette mouvance qu'apparaît le groupe Némésis qui porte l'idée selon laquelle l'immigration serait «un frein à l'épanouissement des femmes en Europe». Le mouvement, créé à la suite de #MeToo et de la prétendue agression par un migrant d'une jeune femme à Calais en 2019, s'est construit sur «l'invisibilisation des violences faites aux femmes par les immigrés» et revendique «la préservation de la femme blanche face à la menace des hommes dits extra-européens.»



Dans de nombreux pays c'est cette même technique qui est utilisée. Tout-es se portent en défenseurs-es de la sécurité des femmes et de la famille nucléaire hétéro-normée à des fins suprémacistes, nationalistes, racistes, xénophobes, islamophobes, transphobes, lesbophobes, homophobes, et certainement pas féministes.

Leurs objectifs sont toujours les mêmes et opposent des blocs présumés homogènes, d'un côté la civilisation européenne paienne et permissive contre un monde arabo-musulman considéré comme patriarcal, réactionnaire et misogyne. Leur discours est donc faussement progressiste et laïque et purement réactionnaire.

Pour l'extrême droite, les ennemi des femmes, ce sont les musulman-e-s, les "immigré-e-s" ou supposé-e-s comme tel-le-s mais aussi la "théorie du genre" (tentatives de censure et de pression de l'école à la fac, recrudescence des violences extrémistes contre les LGBTI+ depuis la Manif pour tous) et ceux qu'elle nomme "les transactivistes".

A Solidaires nous le redisons : l'extrême-droite est l'ennemi des femmes et des personnes LGBTI+ . Les idéologies d'extrême droite essentialisent les femmes, prétendent à une crise de la masculinité et veulent reconquérir l'idée de l'homme et de la femme comme biologiquement différenciés et lier cette différence naturelle à des préceptes divins, dont ils font un étendard. Ces différences naturelles seraient bien sûr liées à une certaine image de la femme comme celle qui prend soin, qui est fille puis mère, et liée aussi à une certaine image de la famille comme famille traditionnelle hétérosexuelle, où les fonctions sont réparties selon les sexes. C'est donc la négation du genre comme construction socioculturelle et l'affirmation de celui-ci comme réalité naturelle, ce qui est le précepte même du patriarcat! Cette idéologie s'incarne avec violence : stages virilistes, plaidoyers natalistes, tabassage d'une militante antiraciste au meeting de Villepinte, etc.

L'extrême-droite est aussi profondément transphobe et considère les discriminations persistantes contre les personnes trans comme allant de soi.

En cette année électorale, notre vigilance et notre solidarité doivent être accrues.

Être féministe, c'est se battre pour toutes les femmes, peu importe leur nationalité, leur religion, leur couleur de peau, leur orientation sexuelle, leur classe sociale. Être féministe, ce n'est pas stigmatiser une catégorie de la population, et notamment la plus précaire, la plus vulnérable.

Toustes soyons uni-es contre le fascisme et l'extrême droite, contre les masculinistes, contre la haine envers les femmes, les étranger-es, les personnes LGBTI+ !

Pour rappel Solidaires se bat contre le patriarcat, les LGBTphobies, exige une éducation non sexiste dès l'enfance, une politique de régularisation des sans-papiers, l'abrogation de la loi dite Séparatiste, la fin des contrôles au faciès, la suppression des moyens de répression contre les migrant.es, et se bat au quotidien pour l'égalité, la solidarité internationale et le respect des droits pour toustes.



LA NATALITE POUR SAUVER NOS RETRAITES ?

ENCORE UN ENFUMAGE DE L'EXTREME DROITE !

Dans les débats parlementaires et prises de paroles publiques sur les enjeux du financement de nos retraites on vient de voir revenir avec force l'argument nataliste porté par le RN. C'est la remise en cause des droits des femmes et l'obsession complotiste de l'extrême droite pour le Grand Remplacement qu'il faut y décrypter.

On pourrait croire que l'on a affaire aux seuls arguments habituels des natalistes : une faible natalité accroît la charge des retraites en déséquilibrant la pyramide des âges. Les Français désirent plus d'enfants qu'ils n'en font et donc comme l'enfant représente un investissement pour la nation, son coût doit être remboursé à la famille. Raisonement simpliste qui traverse les politiques familiales depuis des décennies et le « modèle » familialiste traditionnel.

C'est la position défendue depuis toujours par le FN/RN. A l'arrière c'est le vieux fond idéologique de l'extrême droite qui s'exprime avec la défense de la famille « française » où la répartition « naturelle » des rôles entre hommes et femmes garantirait la stabilité de la société. La femme est vouée en priorité à son rôle de reproduction, l'avortement est condamné et les minorités sexuelles dénoncées.

Mais il faut aller au-delà quand Jordan Bardella, président du RN, sur BFM explique « La France n'a jamais été aussi peuplée mais elle n'a jamais fait aussi peu de bébés ». C'est Sébastien Chenu député et vice-président de l'Assemblée Nationale qui est beaucoup plus explicite lundi 13 février sur France Inter : « Moi, je préfère qu'on fabrique des travailleurs français plutôt qu'on les importe. ».

Car l'argument nataliste est bien une forme détournée de l'obsession xénophobe et raciste, articulée à la « préférence nationale », fonds de commerce historique de l'extrême droite comme le déclarait Marine Le Pen, pendant la campagne présidentielle en 2022 : « Le choix est entre l'immigration et la natalité, j'assume très clairement faire celui de la natalité, celui de la continuité de la nation et de la transmission de notre civilisation grâce à notre modèle familial »

La question de la natalité dans le financement des retraites est un débat archaïque et patriarcal promu par les chantres de l'extrême droite et qui vise en fait explicitement à remettre en cause les droits des femmes à l'emploi et le droit à l'avortement.

Rappelons qu'historiquement ce discours politique a permis de justifier le maintien des femmes au foyer, le salaire maternel, la bonification des retraites en fonction du nombre d'enfants ou même le vote familial avec le père obtenant un suffrage supplémentaire par enfant !

Rappelons aussi que contrairement à ce que prône l'extrême droite l'enfant fait partie du domaine privé de la vie familiale. Et ce, dans une acception de famille « ouverte » qu'elle soit hétérosexuelle ou de couples LGBT.

Le financement des retraites est un problème économique qui doit être résolu au moyen de mesures économiques : cotisations, assiette, durée de l'activité, taux des retraites, âge à la retraite, taxation des super profits...

L'enjeu est bien dans l'égalité des hommes et des femmes particulièrement dans l'accès à l'activité économique, dans l'égalité salariale intégrale et dans la liberté des moyens d'éviter les enfants non désirés (contraception, I.V.G.). Pour permettre aux parents qui le souhaiteraient de pouvoir rester en emploi, il faut développer des crèches et des modes de garde dans le cadre d'un véritable service public de la petite enfance.

*Le RN ment comme toujours.
Peu lui importent les
retraites et le mouvement
social.
Son seul objectif est de
profiter du débat pour
diffuser encore et encore
ses obsessions contre
l'immigration et ses attaques
contre les droits des femmes.*



FICHE ARGUMENTAIRE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE

DROITS DES FEMMES

Marine Le Pen

Marine Le Pen a multiplié les déclarations à l'égard du public féminin, se présentant comme défenseure des femmes. Elle se dit même féministe (10 mars 2022) sans précisions. Certains députés RN, qui par ailleurs insultent des femmes députées au Parlement « *arrête de parler poissonnière !* », ont même le culot de se réclamer de Simone de Beauvoir pour séduire l'électorat féminin. Mais ces discours se heurtent à la réalité du programme et des votes de ce parti.

LES DROITS DES FEMMES SE LIMITENT À LA FAMILLE FRANÇAISE ET LA SÉCURITÉ. LEUR DEVOIR EST LA PROCRÉATION FACE À LA SUBMERSION MIGRATOIRE.

Programme présidentiel : sur les 16 livrets thématiques du RN, aucun ne concerne les droits des femmes, qui ne sont évoqués qu'à deux chapitres, la famille et la sécurité. De même dans son manifeste présidentiel.

Au chapitre famille, la question des femmes n'est abordée que par la natalité.

Pour assurer la continuité de la nation et de la transmission de notre civilisation et faire face à la submersion migratoire, qui serait de nature à modifier la composition et l'identité du peuple français, dit-t-elle, il faut faire plus d'enfants.

« *Moi je préfère qu'on fabrique des travailleurs français... plutôt que d'ouvrir les vannes et de voir l'immigration comme un projet de peuplement* » ;

Sébastien Chenu, député RN, pense aussi que les femmes devraient pouvoir rester au foyer ; « *Nous partons du principe qu'une mère au foyer, elle est peut-être mieux à la maison à s'occuper des enfants* ».

LA PRÉFÉRENCE NATIONALE EST AU COEUR DES PROPOSITIONS NATALISTES

Le livret « famille » détaille des mesures fiscales et aides sociales exclusivement réservées aux famille françaises, comme l'octroi d'un prêt à taux 0 pour les jeunes familles françaises, transformé en subvention pour les couples qui auront un troisième enfant, ou le doublement du soutien aux mères isolées élevant des enfants.

AU CHAPÎTRE SÉCURITÉ, L'OBSESSION MIGRATOIRE PRIME SUR LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Marine le Pen dit vouloir sanctionner les violences dont sont victimes les femmes, mais continue à s'opposer à la Convention d'Istanbul, un outil pour la lutte contre les violences faites aux femmes, dont les violences domestiques.

FICHE ARGUMENTAIRE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE

DROITS DES FEMMES

Marine Le Pen

Le motif invoqué est que cela ouvrirait une filière d'immigration à des femmes victimes. Ainsi Jordan Bardella s'est opposé à l'accueil de femmes afghanes.

Marine Le Pen préfère mettre l'accent sur le harcèlement de rue, attribué surtout aux étrangers et immigrés.

Elle défend la liberté des femmes de circuler sans être importunées, où et à n'importe quelle heure que ce soit, mais aucune mesure préventive ou éducative n'est envisagée. Seule une proposition répressive est faite : l'inscription des personnes condamnées pour outrage sexiste au fichier des criminels et délinquants sexuels. Mais les votes du RN sont contradictoires avec cet affichage anti harcèlement.

DES VOTES AU PARLEMENT CONTRAIRES AUX DISCOURS CONTRE LE HARCÈLEMENT

Au Parlement européen, le RN vote contre la résolution demandant une formation obligatoire des élu.e.s pour lutter contre le harcèlement.

Au parlement français, le RN vote pour la proposition de loi contre les violences au sein de la famille, mais est aux abonnés absents pour le vote visant à protéger les jeunes mineur-es des crimes sexuels, en dépit de ses déclarations sur cette thématique.

LUTTER CONTRE LE SEXISME COMME IDÉOLOGIE RESTE IMPENSABLE, LES HOMMES SERAIENT TROP EN DANGER.

Concernant le Mouvement Meeto, Marine Le Pen reconnaît qu'il a permis de sortir de l'omerta, mais refuse les révélations de la presse et dit s'en remettre exclusivement à la justice. De même pour les plaintes en interne. Rien n'est mis en lumière.

Edwige diaz, députée RN, pense que cette idéologie anti sexiste est dangereuse car elle pourrait nuire aux hommes « *Je pense que les hommes sont en danger car ils peuvent être victimes d'accusations non fondées..* » et de citer DSK comme exemple de victime innocente, en omettant que les poursuites pour viol ont été abandonnées après une transaction financière.

Toute présence de termes comme « *genre* » ou « *intersectionnalité* » provoque le rejet d'un texte considéré comme wokiste.

FICHE ARGUMENTAIRE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE

DROITS DES FEMMES

Marine Le Pen

DOUBLE DISCOURS SUR LA SANTÉ

Le RN a multiplié les discours sur la défense de la santé des femmes et la reconnaissance de l'endométriose. Il a voté la résolution de LFI pour reconnaître l'endométriose comme affection de longue durée, mais ce vote a été précédé d'un texte du RN sur le sujet, qui a été rejeté et ne correspondait pas aux demandes des associations. Par ailleurs, le plan Santé de Marine Le Pen garde une dimension xénophobe : elle veut dans son programme moins recourir aux médecins étrangers et pour les étrangers en situation irrégulière, limiter l'Aide Médicale d'Etat (AME) aux soins urgents des adultes, sans la modifier pour les enfants. Dans les débats de la loi asile et immigration 2023, Jordan Bardella s'est battu pour la suppression de l'AME.

DES POSITIONS AMBIGUES SUR L'AVORTEMENT

D'un côté MLP ne remet pas en cause le droit à l'IVG ni son remboursement, et défend la gratuité de la contraception, mais elle refuse de faciliter son accès. « *Je ne suis pas contre l'IVG, je suis contre sa banalisation* » Mathilde Paris porte-parole RN (qui avait comparé dans le passé l'avortement à la Shoah).

Ainsi le RN a voté contre l'allongement des délais de grossesse de 12 à 14 semaines au Parlement français et a refusé de voter une résolution du Parlement européen condamnant la Pologne pour sa nouvelle réglementation interdisant quasiment l'avortement. Le RN est le groupe parlementaire qui a voté le plus massivement contre la constitutionnalisation du droit à l'IVG : 38 pour, 24 contre, 13 abstentions.

CONTRE LA PMA POUR TOUTES ET LES DROITS LGBTQ+

Sur les questions de société MLP promet un moratoire de 3 ans, mais jusqu'à présent : opposition à la PMA pour toutes, vote contre le projet de loi bioéthique par toute l'EXD.

Opposition à toutes les mesures d'égalité pour les personnes LGBTQ+, aux droits des personnes transgenres, au PACS, au mariage pour tous, aux Parlements français et européen.

FICHE ARGUMENTAIRE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE

DROITS DES FEMMES

Marine Le Pen

REMISE EN CAUSE DE L'ÉGALITÉ SALARIALE

Par le passé, en 2014, communiqué de Marion Maréchal et Gilbert Collard dénonçant l'idéologie égalitaire de la gauche.

En 2022, aucune mesure dans le programme sur l'égalité des salaires entre hommes et femmes. La question est renvoyée aux syndicats.

Au PE, Jordan Bardella a voté contre une résolution sur les écarts de salaires entre hommes et femmes, considérant que l'UE n'a pas à interférer sur le marché du travail des Etats.

De même, le groupe RN s'est abstenu sur un rapport appelant au renforcement du principe d'égalité des rémunérations entre hommes et femmes pour un même travail ou un travail de même valeur.

Jean Philippe Tanguy et Garraud (RN), dénoncent au Parlement européen la mise au pilori des employeurs non vertueux et les lourdeurs administratives qu'occasionne l'application des règles renforçant l'égalité des rémunérations.

L'EXD refuse de considérer dans les statistiques les carrières hachées des femmes et les temps partiels imposés comme facteurs d'inégalité et de discrimination.

Conséquences pour la retraite des femmes : même en ayant commencé à travailler avant 20 ans, il leur faudrait atteindre l'âge de 67 ans, car MLP a déclaré ne pas toucher à cet âge automatique du taux plein.

DOUBLE DISCOURS SUR LA PARITÉ

En mai 2021, aucun député RN n'envisageait de pouvoir admettre la parité au moment du vote de la loi Rixain visant à accélérer une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les postes de direction des grandes entreprises.

Au Parlement européen, en 2022, Jean-Paul Garraud, député RN, dénonce une résolution coupable « *d'être un manifeste pour la parité stricte et obligatoire à tous les échelons du Parlement européen... jusqu'à une demande explicite d'égalité de temps de parole* », ce qui paraît un comble !

Revirement sur ce sujet en mars 2022. MLP reconnaît à l'usage l'intérêt de la parité et l'applique en partie d'autant plus que des sanctions financières peuvent tomber, mais l'évolution au niveau des instances dirigeantes du parti est plus difficile. Malgré deux vice-présidentes, le parti est dirigé presque exclusivement par des hommes avec la bénédiction de la vice-présidente Edwige Diaz. « *Les lois ont été bonnes pour l'impulsion, l'amorçage, mais je ne veux pas qu'on aille trop loin car ce serait dévalorisant pour les femmes* ».

12/2023

4/6

FICHE ARGUMENTAIRE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE

DROITS DES FEMMES

Eric Zemmour

MISOGYNIE & NOSTALGIE RÉACTIONNAIRE

Eric Zemmour dit ne pas être misogyne, mais toutes ses déclarations, et en particulier celles faites dans son livre « le premier sexe », 2006, témoignent du contraire et manifestent une nostalgie réactionnaire d'une époque de domination sans faille sur les femmes.

« Dans la société traditionnelle dominée par les valeurs masculines, la femme souffre sans comprendre, mais accepte son sort. Son destin. », Le premier sexe 2006.

PRÉDATION SEXUELLE ET VIOLENCE REVENDIQUÉE

La prédation sexuelle est revendiquée par celui qui est accusé d'agressions sexuelles par huit femmes. Pour lui, « le vrai problème de la société c'est réveiller le désir masculin », BRUT, media 2022.

Il défend Dominique Strauss-Kahn, menotté, « une castration de tous les hommes français », et dénonce « Balance ton porc », assimilé à la dénonciation des juifs.

« Il y a de la violence dans le rapport sexuel entre hommes et femmes. C'est une violence civilisée, évidemment... il y a une attente de virilité, de violence », RTS.

« Dans une société traditionnelle, l'appétit sexuel des hommes va de pair avec le pouvoir, les femmes sont le but et le butin de tout homme doué qui aspire à monter dans la société », La France n'a pas dit son dernier mot, 2021.

DOGME AFFIRMÉ DE LA SUPÉRIORITÉ MASCULINE ET INFÉRIORITÉ FÉMININE

Les femmes sont inférieures aux hommes par nature et n'incarnent pas le pouvoir, « les femmes ont une forme d'intelligence différente de celle des hommes, je suis désolé de le dire, et tous les grands génies sont des hommes », BRUT, média 2022. Elles dégradent tous les secteurs de pouvoir auxquels elles accèdent comme la magistrature : « On voit au premier coup d'oeil que ces métiers -effet ou cause de la féminisation- ont dégringolé les barreaux de l'échelle sociale. Il flotte une complicité entre elles, proximité de sexe et de classe. » dit-il après avoir détaillé de manière insultante le physique et l'habillement des magistrates sous la robe, lors de son procès, La France n'a pas dit son dernier mot, 2021. Les femmes ne peuvent pas non plus participer à des jeux « masculins » comme jouer au foot.

FICHE ARGUMENTAIRE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE

DROITS DES FEMMES

Eric Zemmour

REJET DE LA PARITÉ ET DE LA DIVERSITÉ

Dénonciation de la parité, surtout si elle est accompagnée de diversité : « *cette substitution, ce grand remplacement, n'est pas le fruit du hasard, ni une erreur, il est au coeur du système* » dit-il après des nominations de ministres femmes issues de la diversité, Brut, media 2022.

LES FEMMES SONT VUES COMME DES MÈRES DANS UN RÔLE UNIQUEMENT FAMILIAL

Les femmes sont ramenées à la maternité. Dans son programme, à part les interdictions, rien ne les concerne, sauf la famille :

- Augmentation des pensions de réversion de 50% à 75% et rétablissement de la demi part fiscale ;
- Augmentation des petites retraites et suppression de la CRDS et la CRG ;
- Suspension des aides sociales en cas d'enfant délinquant ou perturbateur ;
- Suppression de l'AME et du regroupement familial ;
- Interdiction du voile pour les femmes ;
- Congé parental à répartir entre les parents, mais juge contre nature de vouloir l'augmenter pour les hommes qui n'ont pas à changer les couches ;
- Propose 60 000 places de crèches en 5 ans ;
- Propose 10 000 euros pour chaque naissance dans une commune rurale ;
- Accès prioritaire aux mères célibataires françaises pour les logements sociaux.

CONTRE L'IVG ET LE MARIAGE POUR TOUS

Il ne souhaite pas l'abroger, bien qu'il soit contre l'avortement, mais est contre l'allongement des délais. Bien qu'il soit opposé au mariage pour tous, il ne souhaite pas abroger la loi.

Sources :

Les possibles n°31 2022 Décryptage des programmes de l'extrême droite
Le monde 2022 Marine le Pen et les droits des femmes : les discours et les textes votés
Eric Zemmour « Le premier sexe » 2006 (ed. Denoel)
Eric Zemmour « La France n'a pas dit son dernier mot » 2021
Libération : Enquête 20 nov 2023 Au RN le droit des femmes reste en cuisine

FICHE ARGUMENTAIRE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE

LE GRAND REMPLACEMENT



Cette expression apparaît sous la plume de Renaud Camus, écrivain d'extrême droite, condamné en 2014 pour provocation à la haine. Dans son ouvrage, Hervé Le Bras (***Il n'y a pas de grand remplacement, 2022***), précise que l'écrivain a produit une masse d'écrits répétitifs dans lesquels il développe le « *remplacisme* » et son aboutissement dans le « Grand Remplacement ».

Selon Renaud Camus, les intérêts du patronat ont convergé avec ceux des défenseurs des droits de l'homme pour faciliter l'arrivée des étrangers.

« Le remplacisme est né des amours tardives de l'antifascisme et de la finance internationale. Ces immigrés devenus français, le néo-peuple, celui des remplaçants, votent pour les partis qui favorisent l'immigration, ce qui l'accélère en un cercle vicieux, les quinze ou vingt pour cent d'aujourd'hui devenant les cinquante pour cent de demain du fait de la pérennité des flux entrants et du différentiel de fécondité ».

Il poursuit en déclarant que « *la tâche est facilitée par la propagande sans relâche du pouvoir remplaciste dont le complexe médiatico-politique interdit que soit posé la question de la vérité, car il est fondé sur le mensonge* ». Autrement dit, « la thèse qu'il développe est celle de l'existence d'une entreprise délibérée, ourdie par les élites mondialistes, de substitution des « Français de souche par l'immigration musulmane » résume l'historienne Valérie Igounet (**Le Monde, 18 mars 2019**). Pour Camus, un génocide serait donc en cours, plus grave que la Shoah, car il est encore plus irréversible (**Le Monde, 28 janvier 2022**).

La nébuleuse d'extrême droite s'est rapidement emparée de cette rhétorique en la diffusant sur des sites internet tels que Vigilance Hallal, Riposte laïque, Résistance républicaine, Fdesouche Medias-Presse.info ou Boulevard Voltaire. Sans oublier l'appui du philosophe Alain Finkielkraut, soutien public de la première heure (**Le Monde, 22 novembre 2019**).

Naturellement, le polémiste Eric Zemmour a abondé. Dans une chronique du Figaro du 18 mars 2016, il conclut : « *Et si c'était tout simplement un projet ? Un objectif ? Une réalité en marche qu'on ne peut, qu'on ne veut arrêter* ». Il s'emploie à défendre cette théorie complotiste depuis plusieurs années, soutenu notamment par d'anciens mégrétistes, le suprémaciste blanc Daniel Conversano, le youtubeur Papacito ou le militant Hervé Ryssen, condamné de multiples fois pour « provocation à la haine envers les juifs », ainsi que des militants de l'Action française, tous motivés par son projet anti-islam et anti-musulman (**Le monde, 3 novembre 2021**).

FICHE ARGUMENTAIRE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE

LE GRAND REMPLACEMENT

LEURS SOLUTIONS : LA REMIGRATION

Ce thème apparaît dans l'espace public lors des « Assises de la remigration » tenues le 15 novembre 2014 à Paris, organisées par le Bloc identitaire (rebaptisé Les Identitaires depuis 2016). Devant quelques centaines de participants, Damien Rieu, alors porte-parole de Génération identitaire, aujourd'hui dissoute, déclare qu'avec les immigrés « *il n'y a aucun commun possible* » et que « *la remigration, ce n'est rien d'autre que de leur donner la possibilité de vivre toute l'année là où ils partent en vacances chaque été* ». Le plan de 26 mesures du Bloc identitaire prévoit, notamment, la création d'un « *Haut-commissariat à la remigration, l'abrogation du droit du sol et du regroupement familial, l'attribution exclusive des aides sociales et des logements sociaux aux nationaux et ressortissants européens, ainsi que la mise en place d'un fonds d'aide au retour associé à une campagne incitant les immigrés à rentrer chez eux* » (**Le Monde, 23 novembre 2021**).

Dans son programme pour les élections européennes, Renaud Camus proclame : « *L'Europe, il ne faut pas en sortir, il faut en faire sortir l'Afrique* », car il se donne pour mission de renvoyer les « *extra-Européens* » ou même les « *descendants d'extra-Européens* » qui refusent de se plier à sa « *charte de la civilisation européenne* », (**Le Monde, 22 novembre 2019**).

Eric Zemmour s'engagea, quelques jours avant le 1er tour de la présidentielle, à créer un ministère de la remigration capable d'expulser 1 million d'immigrés au cours du quinquennat, à commencer par les clandestins et les délinquants. Il se fait fort d'obtenir des pays d'origine les laissez-passer consulaires, indispensables au voyage du retour, en usant de tous les moyens, y compris en bloquant les transferts de fonds des immigrés assurés par des sociétés privées... On passe de « *l'immigration zéro* » chère à Charles Pasqua, à l'émigration négative... (**François Héran, Immigration : le grand déni, 2023**).

Sur quelles données s'appuient ces « théoriciens » ?

Aucune, sauf sur celles qu'ils inventent. Selon Hervé Le Bras, Renaud Camus se contente d'affirmer la supériorité de la littérature sur celle de la science qu'il méprise, en particulier les statistiques et la sociologie. « *Non, non, non, je ne travaille pas avec des scientifiques, des statisticiens, des ethnologues [...]. Car le Grand Remplacement ne relève en aucune façon de la preuve et encore moins des chiffres* ». Il suffit, explique son comparse Philippe Martel, ancien directeur de cabinet de Marine Le Pen, de prendre le métro et de constater, « *c'est mieux que l'INSEE* » relèvent **Valérie Igounet et Rudy Reichstadt, 24 septembre 2018, Fondation Jean Jaurès**.

FICHE ARGUMENTAIRE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE

LE GRAND REMPLACEMENT

Eric Zemmour, pour ajouter du crédit à ses écrits apocalyptiques sur l'immigration et le déclin de la France, cherche à discréditer les démographes qui, selon lui, trafiquent les chiffres sur l'immigration dans le but de dissimuler son ampleur, répondant ainsi aux ordres du pouvoir en place. Il n'hésite pas à donner des leçons de démographie, en montrant d'ailleurs qu'il n'en maîtrise même pas les rudiments, et à conclure que toute discussion scientifique est impossible. Ainsi, la boucle est bouclée. Selon ces « théoriciens », le grand remplacement n'a pas besoin d'être établi, il suffit d'ouvrir les yeux puisqu'il est déjà là, les données avancées par les démographes n'ayant aucune base scientifique puisqu'elles sont façonnées sur commande (**François Héran, Avec l'immigration, mesurer, débattre, agir, 2017**).

UNE THÉORIE MORTIFÈRE

Cette théorie porte en elle les germes de la violence, puisque selon leurs autres, c'est l'avenir de notre civilisation dont il faut assurer la survie qui est en jeu. Ainsi, à Charlottesville (Virginie), en août 2017, lors d'une manifestation d'extrême droite scandant « *Vous ne nous remplacerez pas !* », un militant d'ultradroite fonce alors en voiture dans la foule des contre-manifestants, tue une personne et en blesse 35. D'autres ont pris les armes. En Norvège, le « grand remplacement » fait de nombreux morts : Anders Breivik tue sept personnes dans une voiture piégée à Oslo, le 22 juillet 2011, puis 69 jeunes travaillistes dans un camp d'été, sur l'île d'Utoya, suspectés d'être des agents de l'immigration. Les attentats contre les musulmans se multiplient en 2018 et 2019 aux Etats-Unis, en Allemagne, en Norvège, jusqu'à ce 15 mars 2019, où Breton Tarrant tue 51 personnes dans deux mosquées de Christchurch, en Nouvelle-Zélande, en laissant derrière lui un gros manifeste, *The Great Replacement* (**Le Monde, 3 avril 2022**). Et La tuerie de Buffalo, dans l'Etat de New York, le 14 mai 2022, présente les mêmes caractéristiques (**Le Monde, 25 mai 2022**).

Mais cette théorie dangereuse se diffuse aussi dans la société française. En décembre 2018, l'enquête sur le complotisme de la Fondation Jean Jaurès et Conspiracy Watch, réalisée avec l'Institut IFOP, comptait une personne sur quatre en accord avec l'énoncé suivant : « *l'immigration est organisée délibérément par nos élites politiques, intellectuelles et médiatiques, pour aboutir à termes au remplacement de la population européenne par une population immigrée* », (**Le Monde, 9 novembre 2019**).

FICHE ARGUMENTAIRE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE

LE GRAND REMPLACEMENT

DES PRÉDICTIONS FALLACIEUSES ET NON RÉALISÉES

Les tenants de ces thèses ont des raisons de se méfier des données statistiques en particulier, et de la science en général, car elles les contredisent systématiquement.

Ainsi, Hervé Le Bras cite 2 articles publiés en 1985. L'un, écrit par Jacques Lesourne, intitulé « L'immigration, une dimension majeure du XXIème siècle européen » paraît dans la revue *Le Débat*. Selon l'auteur, la population du Maghreb serait comprise entre 120 et 152 millions en 2025 et celle de la CEE (l'Union européenne à l'époque, qui ne comptait que 12 membres) compterait 260 millions de personnes. La division de la population de l'ONU prévoit 98 millions de Maghrébins en 2025, loin des prédictions de Lesourne. Inversement, la population des 12 pays de la CEE s'élève à 384 millions d'habitants en 2020 au lieu des 260 millions annoncés par *Le Débat*, sans oublier que la CEE, devenue l'Union européenne, a compté jusqu'au Brexit 510 millions d'habitants.

Le second, publié par *Le Figaro Magazine*, est intitulé « Serons-nous Français dans 30 ans ? », avec en couverture une Marianne voilée. Cet article postule que la population du Maghreb passerait de 63 millions en 1985 à 111 millions en 2015, et il ne resterait que 54 millions de Français. Le Maghreb, incapable d'absorber ce flux de jeunes, ces derniers chercheraient par tous les moyens à gagner une Europe se dépeuplant. En 2015, on devrait donc compter 13 millions d'étrangers non européens.

Or à cette date, la population française a atteint 65 millions d'habitants et non 54 millions, et la population du Maghreb 85 millions et non 111. Cette dernière progresse de plus en plus lentement en raison d'une fécondité qui a diminué de 6 enfants par femme en moyenne à 2,3. De même, la fécondité des étrangères non européennes a baissé, et celle des Françaises ou des étrangères européennes est restée voisine de 2. Ainsi, sur 800 000 naissances, seules 49 000 étaient de parents non européens, soit 6,5% alors que le magazine en prévoyait 43%.

LES MENSONGES DE MARINE LE PEN

Sur le plateau de « Dimanche en politique », le 17 mars 2019, Marine Le Pen a notamment été interrogée sur la théorie du grand remplacement. « *Je ne connais pas cette théorie du « grand remplacement* » affirme-t-elle avec aplomb. Or, en 2011, lors d'une conférence de presse ayant pour thème la politique migratoire de notre pays, Marine Le Pen en parlait sans équivoque : « *Ces chiffres montrent que non seulement l'immigration en France n'a pas été freinée mais qu'elle est volontairement accélérée dans un processus fou dont on se demande s'il n'a pas pour objectif le remplacement pur et simple de la population française* », (**Le Monde, 18 mars 2019**).

12/2023

4/6

Collectif aixois contre les idées et violences de l'extrême-droite
Contact : aix@collectif-contre-xd.fr

FICHE ARGUMENTAIRE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE

LE GRAND REMPLACEMENT

Le volet immigration du programme présidentiel du Rassemblement national affirme que l'Europe et la France sont confrontées à une poussée migratoire sans précédent, qui, si elle n'est pas maîtrisée aura des « *conséquences dramatiques* ». L'une des raisons en est la croissance démographique de la planète (page 6). Le terme grand remplacement n'est pas utilisé, mais ses effets sont clairement sous-entendus, d'autant que ce parti ne cesse de dénoncer « *la submersion migratoire* » que subirait la France depuis de nombreuses années. Et comme on n'est jamais trop prudent, le projet de loi réformant la constitution, inclus dans son programme (page 33), prévoit d'y inscrire cette limite : « *La politique conduite en matière d'immigration ne peut avoir pour conséquence l'installation d'un nombre d'étrangers sur le territoire national de nature à modifier la composition et l'identité du peuple français* ».

LES ERREURS DE CES « THÉORICIENS »

François Héran (**Le grand déni, 2023**) montre que les projections censées étayer la prophétie du grand remplacement cumulent 3 erreurs :

- « *Elles figent pour les décennies à venir les écarts de fécondité qui séparent actuellement les groupes, en oubliant qu'en réalité ces écarts se réduisent à chaque génération ;*
- *Elles font retomber les naissances des couples mixtes (notamment lorsque l'un des parents n'est pas né dans l'UE) sur le versant le plus étranger de la population, censé préfigurer ce que l'extrême droite appelle la submersion migratoire, alors que ces naissances attestent aussi l'ampleur des brassages au fil des générations.*
- *Elles perpétuent le clivage des origines dans les décennies à venir, comme s'il existait une frontière intangible entre la majorité de la population (sans ascendance étrangère sur 3 générations) et les minorités liées à l'immigration. Ce n'est pas seulement l'évolution du rapport numérique entre majorité et minorité qu'il faut considérer, mais la composition même de la majorité. Or celle-ci est vouée à s'élargir toujours plus, y compris à des populations non européennes, même si le processus se heurte encore à bien des obstacles et n'a rien de linéaire ».*

Ainsi, l'auteur rappelle que l'enquête Trajectoires et origines, portant sur 3 générations, menée en 2019-2020 par l'INSEE et l'INED, montre que près d'1/3 des adultes, de 18 à 60 ans, a un lien avec l'immigration, qu'il soit immigré, enfant d'immigré ou petit-enfant d'immigré. Elle met en évidence l'ampleur des unions mixtes nouées dès la 2ème génération, renforcée par la réduction rapide de la taille des familles d'une génération à l'autre.

FICHE ARGUMENTAIRE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE

LE GRAND REMPLACEMENT



« Les arguments factuels et démographiques qui rendent hautement improbable un remplacement de population ne seront pas pris en compte par les zélateurs du grand remplacement qui ne croient pas aux statistiques ni même à la science » observe Hervé Le Bras.

Il conclue qu'en fait, la théorie du grand remplacement est un acte de foi sans rapport avec la réalité, d'autant que cette « *submersion migratoire* », obsession véhiculée par l'extrême droite sous différentes formes depuis plus de 100 ans, est un mythe jamais étayé de façon scientifique.

FICHE ARGUMENTAIRE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE

LES MIGRANTS ET LES PRESTATIONS SOCIALES

Après avoir largement diffusé, au cours des années passées, ses contre-vérités sur les réseaux sociaux, proclamant que les migrants étaient mieux traités par l'Etat que les Français démunis, Marine Le Pen récidivait en affirmant « *qu'un migrant fraîchement débarqué (touchait) d'avantage qu'un retraité modeste qui a travaillé et cotisé toute sa vie* ». Elle poursuivait en déclarant que ce migrant avait « *accès à un logement et un revenu social immédiat ou des soins totalement gratuits (alors) que nos compatriotes dans la difficulté sont sans emploi, sans toit, ou renoncent à des soins par manque de moyens* » (Le Monde du 25 février 2019).

Dans son programme électoral (volet immigration page 14), elle prévoit la suppression, ou la mise sous conditions, des prestations sociales non contributives versées actuellement au profit des étrangers : le revenu de solidarité active (RSA), l'allocation aux adultes handicapés, les allocations familiales, l'allocation spécifique de solidarité, l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA, anciennement minimum vieillesse) et l'aide médicale d'Etat, ce qui « *limitera en outre l'attractivité de la France pour les étrangers* ».

LES ÉTRANGERS CONTRIBUENT AU SYSTÈME SOCIAL

Or, Marine Le Pen fait délibérément l'impasse sur le fait que les étrangers contribuent au système social, soit par leur travail (les cotisations financent deux tiers des prestations familiales), soit par l'impôt (qui abonde les minima sociaux). « *Cela reviendrait à faire payer les étrangers tout en les excluant de l'accès aux prestations, ce qui serait injuste* », relève Lionel Ragot, professeur d'économie à l'université Paris-Nanterre, spécialiste des migrations internationales (Le Monde du 26 novembre 2021).

DES AIDES SOCIALES SOUMISES À DES CONDITIONS DE PRÉSENCE RÉGULIÈRE

Les aides sociales telles que l'ASPA ou le RSA, sont soumises, pour les étrangers, à des conditions de durée de présence en France: 10 de présence régulière pour l'ASPA, 5 ans pour le RSA. On est loin du migrant « *fraîchement débarqué* ». Précisons que l'ASPA garantit à toutes les personnes âgées de plus de 65 ans un revenu mensuel qui ne peut être inférieur à 961 euros pour une personne seule (montant au 1er janvier 2023), sans qu'il soit nécessaire d'avoir travaillé et cotisé. D'ailleurs, la part des étrangers non communautaires dans les bénéficiaires du RMI puis du RSA varie peu, oscillant autour de 13% des allocataires.

FICHE ARGUMENTAIRE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE

LES MIGRANTS ET LES PRESTATIONS SOCIALES

LES DEMANDEURS D'ASILE

Les migrants en situation irrégulière n'ont accès à aucune ressource légale. Seuls, les demandeurs d'asile perçoivent, dès l'enregistrement de leur demande d'asile et pendant la durée de la procédure, une allocation au demandeur d'asile (ADA), d'un montant de 6,80 par jour à quoi peuvent s'ajouter 7,40 euros si aucune place d'hébergement n'est proposée. Soit un montant maximum de 440 euros par mois, largement inférieur à celui du RSA (607,75 euros pour une personne seule au 1er avril 2023). Ils ne peuvent percevoir ni les allocations familiales, ni les aides au logement. Ils pourront bénéficier du RSA si le statut de réfugié leur assurant la protection de la France leur est accordé. Là encore, on est loin du revenu que peuvent percevoir les retraités de condition modeste. De plus, contrairement à ce qu'affirme Marine Le Pen (Le Monde du 27 février 2019), la majorité des migrants arrivant sur le sol français ne déposent pas une demande d'asile (en 2021 : chiffres définitifs, 273 360 premiers titres distribués et 121 554 demandes d'asile déposées) et donc ne sont pas éligible à l'ADA.

CONCERNANT L'ACCÈS AUX SOINS

La protection universelle maladie (PUMA) garantit à toute personne travaillant ou résident en France de manière stable et régulière un droit à la prise en charge de ses frais de santé de manière continue tout au long de la vie, y compris en cas de perte d'activité ou de changement de situation personnelle, évitant d'éventuelles périodes de rupture de droit (service-public.fr). Les plus modestes ont également droit à la CMU complémentaire. Les étrangers en situation irrégulière sont donc exclus de ce dispositif et ne peuvent bénéficier que de l'aide médicale d'Etat (AME), sous condition de ressource et de résidence stable en France, et qui ne donne droit qu'à un panier de soins restreint.

CONCERNANT LE LOGEMENT

Contrairement à ce qu'affirme Marine Le Pen, les migrants n'ont pas accès automatiquement et immédiatement à un logement. Seuls, les demandeurs d'asile ont droit à un hébergement pris en charge par l'Etat dès l'enregistrement de leur demande d'asile et durant la procédure. Mais le manque de places disponibles à contraint nombre d'entre eux, y compris avec enfants, à demeurer dans la rue pendant de longues semaines, comme on a pu le constater à Marseille. Quant aux étrangers en situation irrégulière, ils ne peuvent avoir recours qu'à l'hébergement d'urgence, lui aussi largement saturé.

10/2023

2/3

Collectif aixois contre les idées et violences de l'extrême-droite
Contact : aix@collectif-contre-xd.fr

FICHE ARGUMENTAIRE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE

LES MIGRANTS ET LES PRESTATIONS SOCIALES

DES ÉCONOMIES FICTIVES

Marine Le Pen prétend, dans son programme électoral, que les suppressions ou les restrictions proposées permettraient de récupérer 16 milliards d'euros par an et de contribuer au financement de son programme. Pour parer au caractère discriminatoire de ces mesures en l'état actuel du droit constitutionnel, elle prévoit une modification profonde de la Constitution visant, notamment, à faire disparaître le principe de l'égalité de tous devant la loi.

Or, selon une enquête du journal Le Monde, publiée le 26 novembre 2021, menée auprès de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF), les étrangers (Européens et extra-européens) perçoivent seulement 13% du montant total des prestations de la CNAF, soit 5,3 milliards d'euros. Quant à l'ASPA, les étrangers en reçoivent 28% selon un rapport de la cour des comptes d'octobre, soit 1 milliard d'euros. Au total, 6,3 milliards pour tous les étrangers et moins de 6 milliards d'euros pour les étrangers non européens, cibles de Marine Le Pen. On est très loin des 16 milliards ...

LE MYTHE DE L'APPEL D'AIR

Enfin, il convient de rappeler que ce refrain récurrent selon lequel les migrants, informés par la presse, les réseaux sociaux et le bouche-à-oreille, seraient attirés par la qualité des prestations sociales accordées en France -le fameux appel d'air- n'a aucun fondement scientifique. L'appel d'air est un « *mythe* », constate, en 2021, l'Institut Convergences Migrations, qui rassemble six cents chercheurs en sciences sociales issus de plusieurs institutions : il n'est en rien « *corroboré par les travaux de recherche* ». Ces derniers « *montrent que ce sont beaucoup moins les conditions d'arrivée (souvent mauvaises) qui attirent [que] la situation dans les pays de départ, où se mêlent l'absence d'espoir, le chômage massif des jeunes et parfois aussi la guerre et l'insécurité [qui poussent à partir]* ».

Les études internationales consacrées aux déterminants de la migration établissent qu'il n'existe, selon l'institut, « aucune corrélation » entre la qualité des politiques d'accueil et l'orientation des flux migratoires, rapporte le journal Le Monde dans son édition du 11 janvier 2023. En effet, les principaux déterminants ne sont pas les politiques sociales du pays d'arrivée, mais son attractivité économique et la présence, sur son territoire, d'une diaspora. Selon Hélène Thiollet, chercheuse au CNRS (Sciences Po CERI), ces deux ingrédients sont « *absolument décisifs* ». « *Pour les migrants, le premier critère est d'ordre professionnel : ils cherchent à accéder soit à un emploi, soit à un cursus universitaire, explique-t-elle. Le second critère, c'est l'existence, dans le pays d'accueil, d'une communauté issue de leur pays d'origine. L'activation de ces réseaux sociaux, qu'ils soient familiaux, villageois ou nationaux, permet de faire baisser les risques et le coût de la migration mais aussi de faciliter l'intégration* ».

FICHE ARGUMENTAIRE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE

À PROPOS DU REGROUPEMENT FAMILIAL

UN OBJET DE FANTASMES MULTIPLES

Au centre des obsessions idéologico-politiques de l'extrême droite (et de la droite), le regroupement familial est l'objet de fantasmes multiples, et surtout d'un discours particulièrement mensonger.

Selon le programme du Rassemblement national sur l'immigration, présenté lors de l'élection présidentielle de 2022 et intitulé « Contrôler l'immigration », le décret de 1976 autorisant le regroupement familial a ouvert la porte à une immigration massive. Il est écrit, page 7 : « Depuis cette date, l'immigration a échappé à toute régulation. Les Français ont subi, faute de volonté politique pour la maîtriser, une immigration hors de contrôle ».

Fustigeant l'arrêt du Conseil d'Etat (décembre 1978) qui consacra le droit au regroupement familial, il affirme : « Dès lors, la famille d'un immigré résidant en France pouvait le rejoindre sans aucune limitation ».

A la faveur d'un cadre juridique « de plus en plus favorable à une immigration incontrôlée [...], ce sont les étrangers eux-mêmes qui décident qui peut entrer et s'installer sur le territoire national », grâce « au dévoiement du droit d'asile, au regroupement familial sans condition et à l'incapacité des autorités françaises à expulser les étrangers en situation irrégulière ».

UNE RHÉTORIQUE PARTICULIÈREMENT MENSONGÈRE

L'extrême droite et la droite entretiennent délibérément la confusion entre l'immigration familiale et le regroupement familial. Celui-ci ne concerne qu'un très petit nombre de personnes étrangères chaque année, puisque le nombre de cartes de séjour obtenues en première délivrance ne représente qu'environ 5% du total des titres délivrés chaque année, et ne constitue qu'une faible part de l'immigration familiale (Cf. tableaux pages suivantes).

Celle-ci inclut notamment les familles de Français qui reçoivent près de la moitié des titres délivrés, celles de ressortissants de l'Union européenne, celles des personnes titulaires du « passeport talent » (salariés très qualifiés)...

FICHE ARGUMENTAIRE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE

À PROPOS DU REGROUPEMENT FAMILIAL

UNE POLITIQUE TRÈS RESTRICTIVE DU REGROUPEMENT FAMILIAL

Alors que la vie de famille est la chose la plus commune qui soit, ce chiffre très faible résulte d'une politique très ferme dans ce domaine.

En effet, les conditions pour faire venir sa famille en France sont drastiques.

Il faut justifier d'au moins 18 mois de séjour régulier, percevoir un salaire régulier d'au moins le SMIC mensuel (les aides sociales ne sont pas prises en compte) et disposer d'un logement correspondant à certaines normes de surface (en fonction de la composition de la famille) et de salubrité.

Pour les personnes étrangères, le droit de vivre en famille suppose de remplir des conditions qui n'existent pas pour les Français.

DES REFUS FRÉQUENT DE DEMANDE DE REGROUPEMENT FAMILIAL

De surcroît, l'octroi du regroupement familial n'est pas automatique : les refus sont fréquents.

La procédure, lourde et très longue, fait intervenir de nombreux acteurs (Office français de l'immigration et de l'intégration, préfet, maire, consulat) et il est fréquent que le préfet autorise l'installation, mais que le consulat, qui dispose d'un pouvoir décisionnaire propre, refuse de délivrer le visa.

UN DROIT POURTANT FONDAMENTAL

Rappelons que la cour européenne des droits de l'homme, s'appuyant sur la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, a confirmé que le droit de vivre en famille, et donc au regroupement familial, fait partie des droits fondamentaux que les Etats ne peuvent abolir, mais seulement encadrer.

FICHE ARGUMENTAIRE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE

À PROPOS DU REGROUPEMENT FAMILIAL

Tableau regroupement familial 2013-2021

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Tous motifs confondus	205 393	210 940	217 533	230 353	247 436	258 924	277 466	223 093	273 360	320 330
Motif familial	93 714	92 326	90 113	89 124	88 737	91 016	95 534	76 017	86 394	90 385
Regroupement familial	11 282	12 121	11 545	11 005	10 835	12 149	12 115	10 041	14 134	Nc
% p/ famille	12%	13,1%	12,8%	12,3%	12,2%	13,3%	12,6%	13,2%	16,3%	
% p/ tous motifs	5,4%	5,7%	5,3%	4,7%	4,3%	4,6%	4,3%	4,5%	5,1%	

Source : DGEF-DSED du ministère de l'intérieur

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 (définitif)
TOTAL (hors Britanniques)	93 714	92 326	90 113	89 124	88 734	91 016	90 534	76 017	86 394
1. Famille de français	50 245	50 920	50 143	49 559	50 047	48 747	46 957	38 472	41 801
a. Conjoints des Français	38 831	39 308	39 639	38 946	39 100	38 314	36 906	29 423	31 396
b. Ascendants étrangers et enfants étrangers de Français	1 427	1 426	1 257	1 252	1 401	1 358	1 561	1 185	1 102
c. Parents de Français	9 987	10 186	9 247	9 361	9 546	9 075	8 490	7 864	9 303
2. Membres de famille	23 127	23 099	23 786	24 152	23 292	26 542	28 711	23 597	29 331
a. Regroupement familial	11 282	12 121	11 545	11 005	10 835	12 149	12 115	10 041	14 314
b. Membre de famille d'un ressortissant de l'UE	2 731	4 375	5 177	5 252	6 182	7 173	8 294	6 800	6 170
c. Membre de famille de titulaires de titres Compétence et talents, carte bleue européenne, salarié en mission, scientifique chercheur	2 216	1 857	2 315	2 348	2 023	2 531	3 631	2 723	4 886
d. Conjoint d'étranger en situation régulière	1 943	1 816	1 925	2 193	1 557	1 750	1 696	1 537	1 507
e. Parents d'enfants scolarisés	4 955	2 930	2 824	3 354	2 695	2 939	2 975	2 496	2 454
3. Liens personnels et familiaux	20 342	18 307	16 184	15 413	15 395	15 727	14 866	13 948	15 262
a. Motifs humanitaires	6 206	5 597	4 790	4 319	3 375	3 280	3 212	3 093	2 951
b. Mineur devenu majeur	573	648	691	881	687	697	657	645	670
c. Résidant en France depuis 10 ans ou 15 ans pour les étudiants	1 573	1 120	982	929	662	631	565	444	411
d. Talent exceptionnel/service rendu à la collectivité	12	6	8	6	2	7	4	7	24
e. Vie privée et familiale	11 978	10 936	9 713	9 278	10 669	11 112	10 428	9 759	11 206

06/2023

3/3

Collectif aixois contre les idées et violences de l'extrême-droite
 Contact : aix@collectif-contre-xd.fr

FICHE ARGUMENTAIRE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE

LOGEMENT

Marine Le Pen

Au-delà de l'habituelle stigmatisation des musulmans, le RN comme Reconquête font croire que le logement social serait accaparé par les étrangers, alors qu'en réalité 79,5% des habitants des logements sociaux sont des Français de naissance (8,6% des Français naturalisés et 11,8% des étrangers - Enquête INSEE 2017 : Les conditions de logement en France ref 4.2 caractéristiques des ménages locataires).

LA « PRIORITÉ NATIONALE D'ACCÈS AU LOGEMENT SOCIAL » : UNE MESURE XÉNOPHOBE, CACHANT MAL LE VIDE DU PROGRAMME

Face à la grave crise du logement, Marine Le Pen a peu de propositions car elle a trouvé une solution miracle : l'expulsion des étrangers des logements sociaux au nom de « *la priorité nationale* ». Les étrangers ne méritant pas le même accès aux droits.

Ainsi, le programme de Marine Le Pen pour les présidentielles de 2022 propose de « *remettre rapidement sur le marché les 620 000 logements sociaux occupés par des étrangers* ».

UNE MESURE IRRESPONSABLE

Cela reviendrait à expulser de leur logement des centaines de milliers de familles avec des conséquences sociales dramatiques pour les expulsés, souvent avec enfants.

Sachant que nombre d'étrangers du fait de leurs origines subissent des discriminations sur le marché du logement privé, de nombreuses familles seraient réduites à devoir s'orienter vers les structures d'hébergement déjà saturées ou être contraintes d'accepter des conditions d'habitat indigne. Finalement, cette mesure serait un frein important à l'intégration des personnes étrangères et finalement source de troubles et d'insécurité.

Cette absurdité est heureusement impossible à réaliser car les étrangers ont signé des contrats de location qui ne permettent pas leur expulsion, Marine Le Pen a essayé de se rattraper : on attendrait que les étrangers libèrent leur logement pour appliquer la règle discriminatoire de « *priorité nationale* » aux nouveaux baux. Jean Pierre Tanguy, son directeur de campagne, a fait de son côté une mise au point : « *les étrangers ne seraient pas expulsés de leur logement mais de France, à la faveur d'une perte d'emploi* ».

FICHE ARGUMENTAIRE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE

LOGEMENT

Marine Le Pen

Cette mesure est non seulement contraire au principe d'égalité des droits fondamentaux garantis par la Constitution, mais également contraire au droit européen, dont la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Ces mesures indignes laissent croire que les étrangers seraient privilégiés pour l'accès au logement social, alors qu'une étude de l'Insee montre que les personnes non-européennes attendent plus longtemps un logement social que les demandeurs européens. Enfin, il faut rappeler que seuls les étrangers avec un titre de séjour en règle peuvent accéder au logement social.

Idem pour l'hébergement, les migrants sont accusés de « *prendre des places d'hébergement aux SDF* », ce que recommande même Didier Leschi, Directeur de l'Office français de l'immigration et de l'intégration. Dans un système d'hébergement d'urgence saturé, de nombreuses places sont occupées par des étrangers en situation irrégulière, et pour un grand nombre d'entre eux, depuis de longues années, alors que leur régularisation rendrait ces places disponibles pour les SDF. De surcroît, opposer les uns aux autres est non seulement xénophobe, mais ne constitue en outre pas une solution.

Le programme de Marine Le Pen n'a aucun objectif de construction de logements sociaux, c'est pour cela qu'elle a besoin d'expulser les étrangers. Mais face à la crise du logement actuelle, l'enjeu est bien l'augmentation des logements sociaux dans les grandes agglomérations pour permettre aux personnes modestes de se loger. Elle propose de créer 100 000 logements étudiants en cinq ans, mais aucun autre type de logement social.

La deuxième mesure phare du RN en matière de logement est l'instauration d'un prêt à taux zéro, d'un montant pouvant aller jusqu'à 100 000€, en complément d'un prêt immobilier, pour les couples de moins de 30 ans. Le montant du prêt à taux 0 restant dû serait annulé dès le troisième enfant.

Cette mesure sans aucune condition de ressources serait extrêmement coûteuse au profit de personnes en capacité de faire un emprunt bancaire et non pas au profit des personnes les plus défavorisées.

FICHE ARGUMENTAIRE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE

LOGEMENT

Eric Zemmour

DES MESURES ANTI-LOGEMENT SOCIAL POUR LUTTER CONTRE L'IMMIGRATION

Eric Zemmour n'a pas de programme sur le logement social, cette question n'est traitée que dans un volet de son programme anti-immigration.

Comme le RN, il est pour « *la priorité nationale* ».

Il accumule les phrases stigmatisant les immigré.e.s, les musulman.e.s et tous les pauvres, locataires des HLM. Le logement social est associé à l'islamisation : « *les logements sociaux sont des terres d'islamisation et antres à kebabs et à femmes voilées* ». Par conséquent, il entend désinvestir le logement social pour lutter contre l'immigration, (alors que les habitants du parc social sont en grande majorité Français) sans se soucier de tous les français aux faibles revenus qui ont besoin de la création de nouveaux logements sociaux.

Dans la même optique, il veut supprimer le dispositif du droit au logement opposable (DALO), considérant qu'il s'agit « *de machines à répandre l'immigration dans toute la France* ».

LA SUPPRESSION DE L'OBLIGATION POUR LES COMMUNES D'AVOIR 25 % DE LOGEMENTS SOCIAUX

Selon Eric Zemmour « *le logement social est beaucoup trop important en France* ».

Dans son programme présidentiel, il propose « *la suppression de la loi SRU* » (Solidarité et Renouvellement urbain) qui impose aux communes d'avoir 25% de logements sociaux afin d'assurer une certaine mixité sociale sur le territoire français. De nombreuses communes ne respectent pas cette obligation et doivent payer des amendes pour cela. Eric Zemmour cautionne cette pratique.

DES AIDES D'ACCÈS À LA PROPRIÉTÉ PLUTÔT QU'AU LOGEMENT SOCIAL

Eric Zemmour propose « *l'exonération des frais de notaire pour les primo-accédants, prévoyant un plafond de montant d'opération de 250 000 euros pour en bénéficier* ».

Cette mesure favorise les ménages qui veulent pour la première fois acheter un logement. Elle n'est pas conditionnée par les ressources des bénéficiaires. Elle peut aider l'accession à la propriété des ménages ayant des revenus suffisants et même importants, mais elle laisse de côté tous ceux qui n'ont pas les moyens de devenir propriétaires et qui contribueront avec leurs impôts à cette exonération. Un programme résolument très pauvre et stigmatisant.

Sources 2022 : Le HuffPost, La Tribune, Capital, BFMTV, La Gazette des Communes, Europe 1, Le Monde et Les possibles n°31.

FICHE ARGUMENTAIRE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE

SALAIRES & POUVOIR D'ACHAT

Eric Zemmour

AUGMENTATION DU SALAIRE NET DES SALARIÉS

Le programme d'Eric Zemmour pour les présidentielles de 2022 propose l'augmentation du salaire net des salariés.

Pour lui, l'augmentation du salaire net des salariés passe par la baisse des cotisations.

Or, les cotisations sont du salaire différé.

RECU DES DROITS & IMPACT SUR L'ASSURANCE MALADIE

Depuis 30 ans, la multiplication des dispositifs d'exonérations de cotisations assèche les recettes de la protection sociale et se traduit par un recul des droits : baisse des remboursements des frais de santé par l'assurance maladie ou des droits futurs à la retraite...

RISQUE DE DISPARITION DES COTISATIONS SOCIALES

A terme, si les cotisations sociales venaient à disparaître définitivement, les ménages devraient dépenser plus pour espérer conserver le même niveau de protection sociale, et seraient souvent condamnés à ne pas se soigner.

Source :

(<https://www.cgt.fr/actualites/france/interprofessionnel/salaires/augmenter-les-salaires-en-reduisant-les-cotisations-sociales-cest-vraiment-une-bonne-idee>)

FICHE ARGUMENTAIRE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE

SALAIRES & POUVOIR D'ACHAT

Marine Le Pen

Le RN a voté :

- contre l'augmentation du SMIC
- contre l'indexation des salaires sur l'inflation
- contre la revalorisation des petites retraites

VOTE DU FN CONTRE L'AUGMENTATION DU SMIC

(...) Joint par Marianne, Jean-Philippe Tanguy (Député RN de la Somme) précise que le RN souhaite « donner la possibilité aux entreprises d'augmenter tous les salaires dont le montant ne dépasse pas trois fois le Smic sans cotisation sociale ». Autrement dit, les augmentations salariales dépendraient de la bonne volonté et de la générosité proverbiale des « petits » patrons, que le parti de Marine Le Pen ne semble surtout pas vouloir contrarier. « Surtout en période d'inflation, il faut que ça corresponde à une possibilité pour les entreprises », fait valoir le député. Un bel exemple d'opposition « constructive », au diapason d'un gouvernement demandant aux grandes entreprises de « faire un geste » et de « partager le fardeau de l'inflation ».

Source : <https://www.marianne.net/politique/le-pen/vote-contre-laugmentation-du-smic-le-faux-pragmatisme-du-rassemblement-national#:~:text=Le%20groupe%20lep%C3%A9niste%20a%20choisi,arguments%20pour%20le%20moins%20discutables>

ORIENTATION NÉOLIBÉRALE

« L'orientation néolibérale des programmes d'extrême droite fait des mesures de pouvoir d'achat mises en avant par les candidat·es des promesses en trompe-l'œil, qui visent davantage à aider les entreprises qu'à soutenir le pouvoir d'achat de celles et ceux qui en ont besoin. »

(...)

FICHE ARGUMENTAIRE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE

SALAIRES & POUVOIR D'ACHAT

Eric Zemmour & Marine Le Pen

A propos des programmes d'Eric Zemmour et de Marine Le Pen : « **Aucun des deux programmes ne comporte de réel projet industriel, de mesure ambitieuse de création d'emplois, et encore moins de programme de lutte contre la précarité et la pauvreté ou de programme de transition environnementale. Bref, ces programmes ne répondent pas aux problématiques économiques, sociales et environnementales actuelles.** »

Source : <https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-31-printemps-2022/dossier-extreme-droite-et-derive-autoritaire/article/un-decryptage-des-programmes-de-l-extreme-droite#t1-Des-programmes-economiques-neoliberaux-nationalistes>

BAISSE DE LA FISCALITÉ ET OUBLI DES SERVICES PUBLICS

Le RN est pour la baisse des taxes sur le gazole, l'essence, le gaz, le fioul et l'électricité, pour la réduction des tarifs des péages, mais aussi contre la taxe sur les profits et l'ISF. Il ne fait pas le lien entre la fiscalité et les moyens nécessaires pour faire vivre les services publics.

VOTE DU RN CONTRE TOUTES LES MESURES IMPORTANTES :

- l'indexation des salaires sur l'inflation ;
- la revalorisation des petites retraites ;
- le rétablissement de l'ISF ;
- la taxe sur les superprofits ;
- l'augmentation de la TVA sur les produits de luxe.

VOTE DU RN CONTRE CES AUTRES MESURES D'URGENCE :

- le blocage des prix de 1ère nécessité ;
- la gratuité des cantines et fournitures scolaires pour les plus modestes ;
- la garantie d'autonomie jeunes à 1063 euros ;
- la gratuité des premiers mètres cubes d'eau ;
- le gel des prix des loyers.

Sources : <https://www.cnccep.fr/pdfs/Candidat-06-Marine-Le-Pen-Declaration-accessible.pdf>
<https://www.cnccep.fr/pdfs/Candidat-12-Eric-Zemmour-Declaration.pdf>
<https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-31-printemps-2022/dossier-extreme-droite-et-derive-autoritaire/article/un-decryptage-des-programmes-de-l-extreme-droite>



L'ESCROQUERIE SOCIALE DE MARINE LE PEN

Par delà les mots et les promesses d'être la candidate du pouvoir d'achat, le projet économique et social de Marine Le Pen est un programme foncièrement antisocial, injuste et raciste qui ne profitera qu'aux riches.

Un pseudo discours social au service des puissants : nos retraites sont menacées

Derrière les slogans de campagne, le pseudo programme social de Marine Le Pen est marqué par l'opportunisme et la démagogie qui caractérisent ce mouvement. Après avoir annoncé un retour de l'âge de la retraite à 60 ans, Marine Le Pen a finalement corrigé pour dire que ce serait 62 ans. Mais surtout, selon son programme, **il faudra avoir cotisé 42 ans pour une retraite à taux plein ; c'est à dire que pour la plupart d'entre nous, il faudra travailler beaucoup plus tard... ou mourir à la tâche.** On pourrait donc dépasser les 64 ou 65 ans de Macron !

Contre nos droits et nos conquies sociaux

Les promesses d'augmentation des salaires seront quant à elles financées par les baisses de nos cotisations sociales dues par les employeurs. Ce transfert comptable bénéficiera au patronat qui ne nous paiera pas davantage... tandis que notre protection sociale sera encore plus rognée. **C'est notre santé en premier lieu qui pâtira de cette politique libérale, pour le plus grand bonheur des capitalistes.** Mais qui peut encore se payer une mutuelle ? Marine Le Pen est opposée à l'augmentation du SMIC et des minima sociaux, si ce n'est le minimum vieillesse (ASPA) sous condition de nationalité. Quant aux allocations chômage, son programme n'en dit pas un mot ! Elle approuve donc de fait les attaques répétées de Macron qui ont jeté des centaines de milliers de personnes dans la misère et la précarité.



Le nationalisme économique, une arnaque contre les travailleuses et travailleurs

Marine Le Pen feint de regretter que les syndicats aient été maltraités sous Macron et elle promet une grande conférence sociale qui réunira les syndicats des travailleuses et travailleurs et les « syndicats » patronaux pour "revivifier" le dialogue social, « facteur de la paix économique » selon ses mots. **Le dialogue social à la sauce extrême droite c'est faire croire que nos intérêts et ceux des patrons sont les mêmes.** Il n'en est rien ! Il en est de même de son « nationalisme économique » qui veut nous faire croire que l'exploitation par un patron français serait d'une autre nature que l'exploitation par un patron étranger. **Le programme de Marine Le Pen est au bénéfice unique des exploités.** Le RN n'est pas contre le système, il en fait partie, il est pour et même pour son aggravation à notre détriment. Il n'y aura jamais de paix sociale sans abolition du capitalisme !

LE RACISME
TUE

La discrimination, le racisme et la guerre aux pauvres comme projet de société

Marine Le Pen se présente comme la candidate du pouvoir d'achat qu'elle souhaiterait soi-disant rendre « aux français ». Sa mesure phare de réduction de la TVA – qui est effectivement un impôt injuste puisqu'il touche davantage les plus pauvres – ne serait pas financée par un impôt, même progressif, sur les privilégié.es et les grandes fortunes mais par des « économies ». **Ces « économies » toucheront en premier lieu nos services publics qui sont déjà sous-financés : l'éducation, les hôpitaux, etc.** Ces biens communs qui sont le patrimoine de celles et ceux qui n'en ont pas.

Reprenant les vieilles rengaines racistes, elle veut nous faire croire que ce seraient les prestations sociales versées aux personnes d'origine étrangère qui sont la cause de notre appauvrissement. Elle ne s'attaque jamais aux puissants et aux possédants. La politique dite sociale de Marine Le Pen c'est la guerre aux pauvres et aux étrangères et étrangers. Désigner des boucs émissaires pour mieux nous cacher à qui profite le système. Pour mieux nous cacher que le problème c'est le système capitaliste ! **Tenter de nous diviser pour masquer les vraies causes des inégalités, c'est ça l'arnaque politique du RN / FN.**



PLUS QUE JAMAIS
PAS UNE VOIX
POUR L'EXTRÊME DROITE

FICHE ARGUMENTAIRE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE

DÉMOCRATIE

Les idées d'extrême-droite sont une menace pour la démocratie.

L'INTOLÉRANCE & LA DISCRIMINATION

La vision ethnocentriste et nationaliste de la société portée par les partis d'extrême-droite s'exprime par le rejet de l'autre et la préférence nationale en matière d'accès aux droits. En favorisant la division et la stigmatisation, en présentant l'autre (l'étranger notamment) comme une menace pour la société, ces partis sapent la cohésion sociale et créent des tensions au sein de la société.

Lorsqu'elle est au pouvoir, cette idéologie conduit à l'exclusion effective de minorités ethniques, religieuses, ou culturelles et à la perpétuation des inégalités de genre.

Elle va ainsi à l'encontre des principes fondamentaux de l'égalité et de la non-discrimination sur lesquels repose la démocratie.

LE NON-RESPECT DE LA DIVERSITÉ, LA STIGMATISATION & LA RESTRICTION DES DROITS

Marine Le Pen regrette, dans une expression au demeurant choquante, que « chaque communauté revendique aujourd'hui, en cultivant un statut victimaire, une protection particulière » et qu'il existe « des textes pour tous et surtout pour chacun : les homosexuels, les femmes, les juifs, les obèses, les handicapés, les descendants d'esclaves ». Elle estime que « les Français ont été dépossédés par toute une série de dispositifs » et que « face à des revendications incessantes de minorités à qui il faut dire à un moment donné stop, on siffle la fin de la récréation ». Le RN ne se contente pas de critiquer l'expression de ces droits, il s'emploie à les restreindre. Ne serait-ce que sur la question des droits des femmes, les votes du RN sont sans détour : le RN a voté contre l'égalité salariale homme/femme, contre l'allongement du délai d'IVG de 12 à 14 semaines en février 2022 à l'Assemblée nationale. Au Parlement européen, le RN a voté contre une résolution visant à condamner la décision de la Pologne d'interdire la quasi-totalité des avortements, en novembre 2020 puis 2021.

Les mouvements d'extrême-droite propagent des discours hostiles envers les étrangers et tout particulièrement les musulmans, les associant globalement à des terroristes actifs ou en puissance, les stigmatisant en tant que menace pour la culture, la sécurité et les valeurs occidentales.

10/2023

1/3

Collectif aixois contre les idées et violences de l'extrême-droite
Contact : aix@collectif-contre-xd.fr

FICHE ARGUMENTAIRE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE

DÉMOCRATIE

La tolérance et le respect de la diversité font partie des fondements de toute démocratie. Ces valeurs veulent protéger les droits des minorités et encourager la coexistence pacifique des différentes composantes de la société.

L'INTIMIDATION, LA VIOLENCE POLITIQUE & L'ENTRAVE AU PROCESSUS DÉMOCRATIQUE

Les mouvements d'extrême-droite ont recours à l'intimidation et à la violence envers leurs opposants. On ne compte plus le nombre d'adresses physiques envers des étrangers, des français d'origine étrangère, des militants associatifs ou politiques... C'est une atteinte au droit fondamental de chaque individu à sa sécurité et au droit d'évoluer dans l'espace public ainsi que de s'y exprimer, sans crainte de violence ou d'intimidation.

L'intimidation et la violence peuvent dissuader les citoyens de participer au processus politique, y compris le droit de manifester pacifiquement, de s'engager dans des activités civiques ou de soutenir des candidats politiques. Cela peut fausser le jeu démocratique en faveur des groupes d'extrême droite, qui peuvent alors occuper l'espace laissé libre pour propager leur idéologie.

Au plan politique, il y a une altération de l'équilibre des pouvoirs lorsque les mouvements d'extrême droite recourent à la violence pour atteindre leurs objectifs. Aux États-Unis, en 2020, un groupe d'extrême droite a intimidé des juges fédéraux en publiant leurs adresses et des informations personnelles après une décision qu'ils contestaient. En exerçant une influence sur les décisions politiques, les mouvements d'extrême droite mettent en péril la stabilité des gouvernements et le fonctionnement démocratique. Le 6 janvier 2021, les images de l'assaut du Capitole ont fait le tour du monde.

UNE MENACE POUR L'ÉTAT DE DROITS & LA REMISE EN CAUSE DE LA JUSTICE

Les partis d'extrême-droite remettent également en question l'indépendance de la justice. En Pologne, le projet de réforme judiciaire du parti Droit et Justice au pouvoir (PiS) introduit des mesures répressives d'une ampleur inédite contre les magistrats qui voudraient remettre en cause, par leurs paroles ou leurs actes, les réformes controversées mises en place depuis quatre ans par le parti de Jarosław Kaczyński, qui vient de perdre la majorité.

10/2023

2/3

Collectif aixois contre les idées et violences de l'extrême-droite
Contact : aix@collectif-contre-xd.fr

FICHE ARGUMENTAIRE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE

DÉMOCRATIE

En 2016, en Turquie, le président Erdoğan et son parti, l'AKP, ont effectué des purges massives au sein de l'appareil judiciaire et ont nommé des juges pro-gouvernementaux. Or, seule l'indépendance de la justice à l'égard des pouvoirs législatif et exécutif est en mesure de garantir son impartialité dans l'application des normes de droit. Cette indépendance est clairement mise en cause par les partis d'extrême-droite.

Quant à l'égalité des droits des personnes, elle est clairement remise en cause par les discriminations tout azimut portées par l'extrême-droite. Les valeurs constitutives de la démocratie sont incompatibles avec la haine, la xénophobie, la démagogie nationaliste et la mise en opposition de tous contre tous que portent les mouvements d'extrême-droite.

LA REMISE EN CAUSE DES DROITS CONDUIT À DES RÈGNES AUTORITAIRES

Pour exister à part entière, les citoyens doivent avoir des droits. Une démocratie où le peuple participe réellement aux décisions est nécessairement fondée sur les droits de l'homme et l'extension des libertés. En Hongrie avec Viktor Orbán, en Pologne avec le PiS, ce sont des millions d'électeurs qui votent et élisent leurs députés. Mais leurs droits sont bafoués et le pouvoir est arbitraire. Ce sont des régimes autoritaires, qualifiés d'autocraties électoralistes au Parlement Européen, et non des démocraties. C'est vers ces régimes autoritaires que veut nous mener l'extrême droite, anti-droit de l'homme.

Sources :

ATTAC, LDH, Service public, Le Monde, Politis & France Inter.

FICHE ARGUMENTAIRE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE

LAÏCITÉ

Marine Le Pen

Dès 2010, MLP instrumentalise la laïcité, l'aile catholique traditionnaliste ayant quasiment disparu des instances dirigeantes du parti.

NI DROIT, NI LIBERTÉ - CONTRÔLE & RÉPRESSION

"Face aux poussées des revendications politico-religieuses musulmanes", il faut s'appuyer sur la laïcité, principe de la République française admis et aimé par les Français... C'est le seul moyen de "refuser la suppression du porc dans les cantines". Sa laïcité n'est ni un droit, ni une liberté, contrairement à la loi de 1905, mais un moyen de contrôle et de répression de la religion musulmane, dont tous les membres peuvent être soupçonnés d'Islamisme sans que cette notion soit clairement définie. Elle s'attaque donc à la laïcité républicaine définie par la loi de 1905 qui garantit la liberté religieuse, la liberté d'exercice du culte et la non-discrimination entre les religions.

INÉGALITÉ DES CULTES & DISCRIMINATION RELIGIEUSE

En distinguant les signes religieux musulmans des autres religions (projet d'interdire le voile musulman et tout vêtement « islamiste » dans l'espace public), contrairement à la Kippa pour les juifs, elle rompt avec l'égalité des cultes garantie par la loi de 1905, et crée une discrimination religieuse anticonstitutionnelle.

Dans la même veine, elle entend réviser la Constitution pour protéger l'installation de crèches de Noël catholique dans les lieux publics.

AUCUNE SÉPARATION DU POLITIQUE & DU RELIGIEUX

En visant exclusivement la religion musulmane elle ne se situe plus dans la séparation du politique et du religieux, fondement de la laïcité.

Devant les objections des juristes, le RN a cherché une parade linguistique cousue de fil blanc : le voile ne serait pas religieux mais « civilisationnel », de même l'islamisme ne serait pas une religion mais une idéologie « le voile est un uniforme islamiste et pas musulman, c'est l'uniforme d'une idéologie, pas d'une religion ».

Pour le RN, il s'agirait aussi de lutter contre des minorités dictatoriales qui tentent d'effacer ce qui a fait la grandeur et la cohésion de la France.

FICHE ARGUMENTAIRE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE

LAÏCITÉ

Marine Le Pen

PROJET DE LOI ANTI-ISLAMISME

Proposition phare du projet présidentiel consacré à la lutte contre le terrorisme :
Le vote d'une loi visant à interdire et poursuivre la pratique et la manifestation des idéologies islamistes sous quelque forme que ce soit.

L'idéologie islamiste n'étant pas clairement définie, c'est la pratique de la religion musulmane qui est soumise à l'arbitraire et au pouvoir discrétionnaire de l'administration. Les sanctions pouvant aller jusqu'au licenciement, la privation des aides sociales, la peine d'indignité nationale ou la déchéance de nationalité.

Le projet prévoit la fermeture des lieux de culte, le contrôle de la diffusion des livres de jeunesse, des œuvres cinématographiques ou autres, et par extension le contrôle et la répression des médias, des partis et associations surtout anti racistes.

RENFORCEMENT DU CONTRÔLE DES CORPS D'INSPECTION

Quant à l'enseignement, le RN prévoit de renforcer le contrôle des corps d'inspection pour garantir la neutralité politique, idéologique et religieuse du corps enseignant.

Aucune formation des enseignants n'est prévue pour la prévention des atteintes à la laïcité, et les dérives catholiques et sectaires ne sont pas visées.

UNE ATTEINTE À LA DDHC DE 1789

Selon le juriste Pierre Juston, spécialiste des questions de laïcité, le projet de loi anti-islamisme serait anticonstitutionnel, contraire à la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de 1789.

On ne peut pas interdire une idéologie. Il n'y a pas de délit d'opinion.

Seule l'extériorisation de ces opinions pourrait prêter le flanc à des accusations de trouble à l'ordre public.

FICHE ARGUMENTAIRE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE

LAÏCITÉ

Eric Zemmour

UN DEVOIR DE DISCRÉTION

Le programme d'Eric Zemmour est aux antipodes de la laïcité, définie par la loi de 1905, qui garantit l'égalité des cultes.

Il définit la laïcité comme « un devoir de discrétion » pour toutes les religions.

Les signes religieux seraient bannis pour tous dans le domaine public, sauf pour les professionnels de la religion.

UNE RELIGION DÉCRÉTÉE INCOMPATIBLE AVEC LA FRANCE

En réalité, il combat la religion musulmane, appelée souvent islam, jugeant que cette religion est "incompatible avec la laïcité", étant fondamentaliste par essence. "La France n'est plus la France à cause de l'islam".

Ce sont donc surtout les musulmans qui doivent se faire discrets.

DISSOCIATION ENTRE MUSULMANS & RELIGION MUSULMANE

Pour se prémunir d'attaques judiciaires, il explique dissocier les musulmans et la religion musulmane, mais en même temps diffuse la théorie raciste du « Grand remplacement » qui alarme sur le danger civilisationnel que représenterait la présence invasive de ces musulmans d'origine étrangère. Ce sont bien des personnes qui sont visées. Des musulmans potentiellement dangereux.

UNE RELIGION-CIVILISATION

"Je parle d'une civilisation, d'une religion qui n'est pas qu'une religion, qui est une civilisation, je parle du dogme... L'islam est fondamentalement littéral, fondamentaliste depuis les origines, je ne parle pas des hommes, je ne parle pas des gens". BFMTV à propos de son livre "Un quinquennat pour rien".

Par ailleurs, Eric Zemmour, qui se revendique personnellement adepte du judaïsme, a exalté " les racines chrétiennes de la France". "La France a été faite par le christianisme depuis 1500 ans "... "On est imprégné culturellement de cette religion" sur Europe 1.

FICHE ARGUMENTAIRE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE

WOKISME

QU'EST-CE QUE LE WOKISME ?

Un terme rarement défini par ceux qui l'emploient.

Initialement, le mot WOKE porte l'idée positive de rester éveillé, conscient des injustices subies par les minorités ethniques, sexuelles et religieuses.

Rester woke est une injonction utilisée par Martin Luther King dans les années 1960, dans son combat contre le racisme et les discriminations subies par les populations noires et métisses aux USA.

Mais être woke, cela signifie aussi reconnaître et faire reconnaître la responsabilité de systèmes de domination, dans les difficultés sociales que rencontrent les populations discriminées.

Ces problèmes ne relèvent pas de leur seule responsabilité individuelle ou collective, mais d'une situation d'ensemble historique, politique, sociale, qu'on peut qualifier de structurelle et qui continue à impacter les rapports sociaux dans le présent.

Exemples :

- Les populations noires descendantes d'esclaves aux USA marquées par les séquelles du passé et qui se sont exprimées récemment dans le mouvement Black Lives Matters, contre les violences policières ;
- Les populations descendantes d'une immigration post coloniale en France et en Europe.

Ce n'est pas parce que l'on a aboli la colonisation que l'esprit colonial a disparu.

De même, si la "race" n'existe pas comme catégorie objective, le racisme et la racialisation des individus existent bel et bien...

Etre woke, c'est donc une attitude politique.

Dans une démarche positive woke, si l'on veut combattre les discriminations, il s'agit d'examiner comment les systèmes de domination continuent à conditionner les comportements, à perpétuer les préjugés et les inégalités dans l'organisation sociale et les institutions.

Et pour pouvoir y remédier efficacement, il est logique de développer des nouvelles recherches en sociologie pour étudier le phénomène avec l'utilisation de nouveaux concepts tels que : Personnes « racisé-es » ; Démarche « intersectionnelle » ; Approche « décoloniale » ; etc...

FICHE ARGUMENTAIRE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE

WOKISME

Les féministes aussi sont Woke :

Les femmes historiquement soumises au système de domination du patriarcat et traitées comme des minorités, participent, dans leurs luttes d'émancipation, à cet esprit woke dans lequel les questions sociales et de genre trouvent des convergences. Certaines femmes peuvent subir plusieurs formes de domination à la fois : de race, de genre et de classe. D'où l'intérêt de pouvoir croiser ces différents éléments dans des démarches dites intersectionnelles.

Que signifie le terme Woke en France actuellement ?

Il n'existe pas de manifeste du Wokisme et peu de gens se réclament de cette appellation. Quand on cherche Wokisme sur internet, une déferlante d'articles dénonciateurs apparaissent, venant des médias de droite, d'extrême-droite et centristes, mais on ne trouve presque aucun article défenseur.

Pourquoi ces attaques anti-woke de la droite aux USA comme en Europe ?

Le mouvement dit "woke" est fondamentalement un mouvement qui s'oppose aux valeurs de droite. C'est un mouvement d'émancipation de toutes les dominations, de revendication de justice sociale, de dignité, d'identité, qui remet en cause le caractère « naturel » des hiérarchies sociales existantes.

Réaction et stratégie de la droite : la riposte se fait par le choix d'une guerre culturelle sur la défense des valeurs traditionnelles de la famille patriarcale et de la civilisation occidentale, plutôt qu'une guerre de classe moins rassembleuse. Le but est d'opérer un retour en arrière, pour remettre en question les droits acquis et valoriser la régression.

Les outils du retournement : création d'une panique woke

La création de cette panique a été expliquée par l'un de ses créateurs, Christofer Rufo. Aux USA, le lobbyiste Christofer Rufo, acteur de la remobilisation de la droite grâce à la campagne anti woke, reconnaît ouvertement avoir « récupéré la marque » de la théorie critique de la race, cible de la campagne, pour en faire un signifiant négatif et un objet de panique.

« Pour l'essentiel, dit-il, j'ai pris ce corps de critique, je l'ai associé à des faits divers choquants et horrifiants, et je l'ai politisé. J'en ai fait un enjeu politique remarquable en désignant un méchant », Meckler et Dawsey, 2021.

FICHE ARGUMENTAIRE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE

WOKISME

MISE EN OEUVRE DE LA PANIQUE WOKE :

- **Taxer de woke un peu n'importe quoi, ce qui crée de la confusion :**

Est jugé "woke" le comportement des jeunes hypersensibles qui se victimisent ou se culpabilisent sans raison valable. Caroline Fourest parle de « Génération offensée ». Pour Brice Couturier, tout a déjà été acquis par sa génération et les luttes actuelles contre le sexisme ou le racisme qui vont trop loin démolissent tous ces acquis ... D'autres, comme Mathieu Bock-côté, parlent de maladie. Le wokisme serait un virus idéologique, pour d'autres une nouvelle religion.

Mais surtout, est "woke" ce qui peut être apparenté à la gauche : les politiques sociales en faveur des minorités, des migrants, (celles de Biden sont taxées de woke par Trump)... les combats féministes, le mouvement me-too, le mouvement Lgbt, « l'islamo-gauchisme », les mouvements anti-racistes, les végétariens, les écologistes, ceux qui alertent devant le danger climatique, etc..

- **Diaboliser, exagérer, monter en épingle et ridiculiser des faits, la plupart du temps réels, qualifiés de woke. Créer un consensus sur le rejet .**

Une fois lancée, la panique woke marche toute seule sur des bases du consensus, du sensationnel, de l'émotion, comme dans un mécanisme raciste. Elle fait le bonheur des médias et des journalistes, qui n'ont pas à se fatiguer. Elle peut aussi s'arrêter brusquement et reprendre sous une autre appellation.

- **Cible favorite des attaques : L'université**

Les universités, en particulier aux USA, seraient envahies par des professeurs marxistes radicalisés qui intégreraient dans leur enseignement des considérations critiques concernant les questions de race et de genre. Des étudiants sous leur influence, pétris de culpabilité ou de haine, provoqueraient des pressions intolérables sur d'autres enseignants qualifiés de suprémacistes blancs, homophobes, sexistes ou islamophobes. Ces étudiants remettraient aussi en cause certains ouvrages, ce qui permet à ses adversaires de réduire le wokisme à la « cancel culture », qui consiste à dénoncer parfois de manière contestable des individus, ouvrages ou institutions perpétuant des pratiques de discriminations racistes ou sexistes.

Les faits incriminés, souvent venus des USA, sont très médiatisés, dramatisés, exagérés, faisant croire à la généralisation menaçante du phénomène en France.

FICHE ARGUMENTAIRE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE

WOKISME

Ainsi, Brice Couturier dénonce l'enfer du racialisme et la tribalisation qui envahirait l'université. Des chercheurs ont créé un « Observatoire du décolonialisme » sensé prévenir la menace, alors qu'il n'y aurait même pas en France, selon un des spécialistes de cette question, de Département universitaire de sciences sociales consacré à la question du racisme .

Au passage, la panique morale ainsi créée, cible les ennemis présentés comme hostiles, malveillants. Il en restera toujours quelque chose pour la prochaine panique.

Ces dénonciations de wokisme font comme si l'université ne pouvait pas être un lieu de débats et de critique. Comme si les œuvres étaient sacrées, et les études critiques aberrantes, alors que c'est une des missions de l'université de les initier.

Traiter comme scandales et absurdités indignes de réflexion des sujets politiques.

Contestations de statues d'esclavagistes, changement de logo d'une firme pour éviter un stéréotype féminin dégradant, programme éducatif visant à lutter contre les stéréotypes de genre, contestations d'« appropriation culturelle », etc.

Même parfois discutables, ces questions sont caricaturées, jugées absurdes ou scandaleuses, pour éviter le débat.

Exemple : Est-il légitime de s'approprier gratuitement et de retirer un profit de patrimoines culturels ou de production artisanales et artistiques appartenant à des populations déjà largement exploitées, sans leur demander leur avis et les faire bénéficier des profits récoltés ? La question peut au moins se discuter à une époque où la propriété intellectuelle et les droits d'auteurs sont chèrement défendus.

FICHE ARGUMENTAIRE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE

WOKISME

NE PAS JETER LE BÉBÉ DANS L'EAU DU BAIN

Bien sûr, il peut y avoir des revendications qui vont trop loin, des attaques injustes.

C'est le cas dans tous les mouvements émancipateurs, et par ailleurs pire dans ceux qui sont réactionnaires.

Orwell, qui dénonçait certaines tendances du mouvement socialiste de son époque, disait cependant :

« Rejeter le socialisme, sous prétexte qu'il compte en son sein de piètres personnages, est aussi inepte que de refuser de prendre le train parce que le contrôleur a une tête qui ne vous revient pas. »

Réfléchissons donc avant de céder à la Panique !

Sources :

Cette fiche a été très largement constituée à partir de l'analyse de Alex Mahoudeau, dans son livre « La Panique Woke », Anatomie d'une offensive réactionnaire.

Textuel Petite Encyclopédie critique.



dossier



COMLOTISME & EXTREME-DROITE

Derrière le complotisme, l'extrême droite

A l'origine des complots ou comment l'extrême droite favorise les discours complotistes

Au cours de l'histoire, l'extrême droite a souvent utilisé les thèses complotistes dans sa mécanique d'explication et d'argumentation au sein de son corpus idéologique. L'Abbé Barruel et les causes de la Révolution Française (les philosophes des Lumières, les francs-maçons, les Illuminatis), le Protocole des Sages de Sion, l'affaire Dreyfus (est-ce l'origine du complotisme en France ?), Jean-Marie Le Pen et la « bande des 4 » (PS, PCF, RPR, UDF accusés de monopoliser les débats politiques en France) ou « l'établissement » (comprendre tous les partis politiques affiliés au pouvoir, tous les mêmes)...

Elle se dote d'une mission qui vise à

combattre des stratégies fomentées par les ennemis d'une nation, supposée organique (l'Etat présenté tel un corps devant lutter contre des espèces invasives), et à dénoncer ceux qui tirent profit d'un nombre conséquent de complots exploités ou dirigés par :



Des étranger.es - migrant.es, « Eurabia », « grand remplacement », « invasion par le ventre des femmes »



Des officines et/ou des sociétés secrètes, Deep state (« l'Etat profond »)



Des Groupes ou des conférences du type Bilderberg, le Club « Le Siècle », ...



Des élites mondialistes : les Rockefeller, Bill Gates, Georges Soros, les Rothschild, ...



Le « Big Pharma », aux vaccins, aux grands laboratoires pharmaceutiques, ...

Certaines personnes ont toujours été fascinées par les récits qui racontent l'influence de sphères, plus ou moins secrètes, qui par leurs décisions pourraient changer le cours de l'histoire, les grands équilibres économiques et politiques, les rapports entre les groupes sociaux et les peuples.

Au fil des temps, le complotisme est donc devenu une arme idéologique utilisée par l'Extrême Droite, telle une sorte de passerelle ou d'ouvre-boîte pour argumenter et expliquer. Il s'agit de « démasquer » les intentions stratégiques de ces sphères néfastes et de comprendre leur implication lors d'un évènement, d'une crise, d'une catastrophe, ... Il est également nécessaire de se souvenir que le conspirationisme/complotisme a souvent été teinté d'un antisémitisme plus ou moins assumé, y compris de nos jours.

L'Extrême Droite trouve donc « naturellement » sa place parmi celles et ceux qui intègrent des thèses complotistes, au service de leurs argumentations idéologiques. Cependant, toute personne sensible aux thèses complotistes n'est pas systématiquement membre ou sympathisante de l'Extrême Droite. Cette dernière cultive le complotisme et le conspirationisme, au même titre que tout ce qui lui paraît opportun.

Comment les discours complotistes favorisent les extrêmes-droites

Les conspirationnistes utilisent une rhétorique identique à celle des groupes d'extrêmes droites. De ce fait, toute personne, attirée par les discours complotistes, est susceptible d'être plus aisément conquise par les discours d'une extrême droite qui :

- prend appui sur les émotions, notamment la crainte, la colère et la peur, permettant ainsi une plus grande adhésion aux éléments de discours. (cf. le basculement d'Anakin Skywalker vers le côté obscur de la force).
- interprète les faits, sans un travail d'investigation nécessaire aux vérifications,

- entremêle du vrai et du faux pour donner l'illusion de comprendre.
- propose de s'identifier à un groupe en promettant, à chaque membre, d'accéder à LA vérité.

Par ailleurs, les conspirationnistes pensent être détenteurs de « LA vérité » et, de ce fait, être les victimes de diverses persécutions. Cette posture est souvent adoptée par des groupes d'extrêmes droites où certains partis, tel le RN, se présentent comme des « partis antisystème », méprisés et rejetés par les autres partis politiques intégrés au « Système ». Le discours conspirationniste laisse les personnes qui y croient totalement démunies, que pouvons-nous faire si tout est déjà décidé ? Cela peut laisser croire que les extrêmes droites sont la seule solution pour combattre «les élites» dont il est question.

Lors d'une consultation électorale, des électrices, adhérant aux discours conspirationnistes, se trouvent parfois totalement démunies et sans moyen d'action, face aux événements où tout leur semble déjà décidé par celles et ceux qui participent au « Système ». En adoptant la posture et les idées d'un parti « antisystème » et détenteur de « La vérité », celui-ci devient la seule alternative, la seule solution pour combattre « les élites » responsables de ces décisions (bien souvent qualifiées d'iniques et catastrophiques).

Pourquoi aujourd'hui un tel succès pour les complotistes ?

L'évolution de nos sociétés dites « modernes » génère des conditions de plus en plus favorables à l'émergence et au développement de discours conspirationnistes, dont les plus significatives sont :

- ▶ **L'individualisme et l'hyper-connexion**, fruits d'un modèle de société dont l'organisa-

tion sociale et économique diffuse l'image récurrente de l'utilisateur.trice/consommateur.trice, au profil individualisé, seul chez lui-elle, dans sa chambre face à l'écran de son micro-ordinateur. De ce fait, il devient récepteur.trice/transmetteur.trice, mais également producteur.trice d'informations. C'est donc à la fois une cause et une conséquence de la dépolitisation de nos sociétés.

- ▶ **La dépolitisation générée dans les années 90**, suite à la perte de repères établis après la seconde guerre mondiale : chute du bloc de l'Est, « fin de l'Histoire » (Fukuyama), ... Elle conduit au « ni droite/ni gauche » voire même au « et droite/et gauche » d'aujourd'hui.
- ▶ **La perte de crédibilité de la parole publique** qui ne cesse de croître et coïncide avec la crise de confiance en la démocratie représentative. Cette situation contribue à favoriser la montée en puissance d'un système d'expert.es qui s'approprie la parole et diffuse une vérité modélisée, alors que les citoyen.nes ne sont pas en mesure d'informer ces mêmes expert.es sur leurs besoins et la nature de leurs attentes.
- ▶ **L'impression d'ordre dans le chaos qu'il donne**, au sein d'un environnement où d'énormes volumes d'informations circulent en permanence et de plus en plus rapidement. La simplicité des explications que le complotisme donne à des phénomènes complexes, dans un monde où règne le capitalisme avec toutes ses conséquences néfastes, peut apparaître comme rassurante.

L'impossible approche des phénomènes complexes avec des thèses complotistes

De nos jours, les autorités politiques, économiques, intellectuelles et désormais scientifiques et médicales, sont assimilées à des « élites ». Leurs voix et leurs pensées sont susceptibles d'être remises en question, à tout moment, par des thèses complotistes. La question

scientifique et épidémiologique, désormais fondamentale, n'échappe pas aux offensives qui n'hésitent pas à cibler des responsables qui, selon les propos de ces conspirationnistes, tirent profits des situations générées par les crises.

En outre, le complotisme discrédite toute critique du capitalisme, car il lui suffit d'articuler quelques contradictions et de désigner les responsables des difficultés que nous rencontrons, tel des ennemis/bénéficiaires des « crimes » (il suffit souvent de demander à qui profiterait ces « crimes » pour en démasquer le coupable). Une construction intellectuelle qui évite ainsi de se soumettre à de possibles réfutations.

En conséquence, les thèses complotistes, véhiculées par les conspirationnistes, ne sont pas des outils d'analyse pertinents et opérationnels pour appréhender les situations de crise et définir les approches nécessaires à l'élaboration de visions prospectives. Leurs pseudo-scientificités peut contribuer à rendre plus attractives des positions politiques diffusées par des organisations d'Extrême Droite. L'appropriation de leurs discours peut conduire certaines personnes à leur accorder plus de crédit jusqu'à rejoindre leurs rangs. Par ailleurs, il est arrivé que la diffusion d'informations complotistes conduisent à l'expression de réactions violentes, jusqu'à la réalisation d'actions armées*.

** Souvenons-nous du « PizzaGate » : théorie conspirationniste, diffusée en 2016 par l'extrême droite et depuis démentie officiellement, prétendant qu'il existe un réseau de pédophilie autour de John Podesta, ancien directeur de campagne d'Hilary Clinton. En réaction, un homme de Caroline du Nord a voyagé jusqu'au Comet Ping Pong - pizzeria liée à ce soi-disant réseau - pour, selon ses dires, « enquêter » sur la conspiration et « sauver des enfants esclaves sexuels » qui devaient se trouver dans ce restaurant. Armé de son fusil d'assaut, il n'a pas hésité à tirer à l'intérieur de l'établissement. Le propriétaire du restaurant et les employés ont reçu des menaces de mort venant de conspirationnistes.*

Pour nous, syndicalistes et antifascistes, il est essentiel de rappeler les valeurs humanistes portées par nos organisations et d'identifier des modes d'actions permettant de lutter contre ce phénomène !

Que faire ?

Lors d'un échange, quelles postures adopter face à l'expression d'arguments complottistes, de la part d'un.e collègue de travail, d'un.e ami.e, d'un.e camarade ou de toutes autres personnes lors d'un échange, d'une conversation ? (par exemple : à la machine à café, en périphérie d'une réunion syndicale, en réunion de famille, ...)

Il peut être fait appel :

- ▶ à l'empathie, en prenant le temps d'écouter l'autre et de lui dire qu'il a sans doute raison d'avoir peur de cette société mais, ... «*Tu as raison d'être en colère contre ce gouvernement, contre cette société, mais...*»
- ▶ La reconnaissance du fait qu'il est sain de douter et que la méfiance peut être légitime.
- ▶ La contradiction, sans nier l'existence d'officines, cachées ou non, qui œuvrent au service de puissants, sans pour autant être liées ou organisées pour la mise en œuvre d'un complot mondial : quelles sont alors les différences identifiables ?
- ▶ L'accompagnement et l'argumentation avec un questionnement en plusieurs étapes : « Pourquoi ? ... D'accord sur ce point ou cette analyse, mais pourquoi ? Ok, mais dans quel(s) objectif(s) ? » et quelle est la logique de penser licornes plutôt que chevaux au bruit de battements de sabots ? (Cf. le rasoir d'Ockham).
- ▶ La mise en commun des points d'accord, par exemple : la mauvaise gestion de la crise sanitaire par les gouvernements, le manque de transparence, les communications contradictoires, la responsabilité des entreprises faisant du profit grâce à la pandémie, etc. MAIS en pointant nos réponses qui ne sont d'ailleurs jamais diffusées par les réseaux complottistes : de l'argent et des moyens pour l'hôpital et pour un véritable service public de la recherche, des personnels qualifiés en nombre suffisant, ...

La « re »politisation des débats nécessite des réflexions communes, difficiles et parfois longues, mais indispensable à conduire. Il est probable que les échanges, à propos d'une

information pluraliste et d'une démocratisation de la société, s'imposent dans les débats afin d'enrichir les raisonnements en matière d'analyse des situations et de recherche de réponses collectives.

Il est préférable d'éviter :

- ▶ toute forme d'affrontement : « *Tu racontes n'importe quoi !* ». Il est inutile braquer la personne qui est en face, cela peut même contribuer à renforcer ses croyances et son adhésion aux thèses conspirationnistes !
- ▶ le dénigrement, en adoptant une posture du mépris (de classe?)

Mais pour nous, syndicalistes, antifascistes, la réponse ne doit pas être seulement individuelle. Nous devons construire une riposte argumentée. Cette riposte doit s'élaborer de manière collective pour pouvoir ensuite être diffusée dans nos organisations syndicales et nos lieux de travail. C'est un des objectifs principaux de VISA: mettre en commun des ressources et assurer des formations syndicales qui permettent à terme de faire baisser l'influence des idées d'extrême droite dans le monde social. Notre antifascisme se veut populaire et tourné vers le monde du travail, monde vers lequel a toujours lorgné le fascisme.



+
Vous voulez en savoir plus ?
Retrouvez encore plus de dossiers
sur notre site.

suivez-nous



association visa



@assovisa



www.visa-isa.org

FICHE ARGUMENTAIRE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE

LES PRINCIPES QUE L'ON DÉFEND ET CEUX QUE L'ON COMBAT

LES PRINCIPES ET LES PRATIQUES QUE NOUS DÉFENDONS

Nous avons conscience d'une humanité commune diverse et plurielle, avec des origines géographiques, des cultures, des religions et des idées différentes. Cette unicité du genre humain, qui n'est pas uniformité mais ressemblances essentielles, nous impose la solidarité avec toutes ses composantes et le respect de la dignité de tous-tes.

Cette solidarité s'impose d'autant plus que nous partageons une même planète et devons faire face à des enjeux vitaux.

Cette reconnaissance d'une humanité commune conduit à défendre les principes d'égalité et d'universalité des droits, qui constituent le socle de toute émancipation et de la démocratie toujours à construire.

Ils supposent la lutte contre le racisme et les discriminations, le refus de la domination et de l'oppression partout et pour tous-tes.

Ils s'appuient sur la conviction que chacun se construit par l'échange et l'ouverture à l'autre.

Il en découle un droit défenseur de la Communauté humaine, qui est supérieur au droit des États nations. (Dans les sociétés dites démocratiques, cette égalité est loin d'être réalisée, mais c'est une aspiration légitime et une valeur reconnue qui sert de point d'appui pour des combats et revendications de justice. Il en est de même pour l'universalité des droits, toujours à construire, et qui ne doit pas être confondue avec la norme des dominants).

La reconnaissance d'une humanité commune conduit aussi à défendre les principes de liberté individuelle et collective, mais aussi de fraternité.

La liberté individuelle ne peut se concevoir qu'en accordant aux autres.

Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre. À force de dénier les droits des autres, on finit par ruiner les siens. (Se rappeler les paroles du pasteur Martin Niemöller : Quand les nazis sont venus chercher les communistes, je n'ai rien dit... Quand ils sont venus me chercher, il ne restait plus personne pour protester).

Ce sont les liens entretenus de solidarité et de fraternité qui donnent la force d'agir pour la défense des personnes et de l'universalité des droits.

FICHE ARGUMENTAIRE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE

LES PRINCIPES QUE L'ON DÉFEND ET CEUX QUE L'ON COMBAT

Par conséquent, les déclarations qui prônent l'inégalité des individus, des nations et des civilisations, qui veulent inscrire les privilèges et les discriminations dans la loi, ne sont pas de simples opinions. Elles remettent en cause les fondements des sociétés démocratiques, avec toutes les conséquences que cela implique jusqu'au pire : en arriver à nier l'humanité de groupes entiers jusqu'au génocide.

Les démocraties en construction sont fragiles, elles peuvent disparaître si on ne les défend pas sans cesse. Nous devons donc combattre ces thèses mortifères et ceux qui les défendent.

La construction d'une société démocratique ne peut se faire sans un combat contre le système économique et social capitaliste, qui organise et se nourrit des inégalités, et s'attaque aux libertés quand son pouvoir est contesté.

Le système capitaliste, en créant la misère et les crises, fait le terreau de l'EXD et n'hésite pas en faire son allié pour assurer sa pérennité.

Le combat se fait aussi sur le plan des idées.

Il faut délégitimer les systèmes idéologiques puissants qui se sont formés autour d'un vocabulaire obsessionnel de la sécurité, de l'identité, de la nation, de la protection nationale et de l'anti-mondialisme .

Éviter de reprendre ce vocabulaire et diffuser au contraire les notions émancipatrices d'égalité, de solidarité, citoyenneté, mise en commun, intérêt général et altermondialisme.

Refuser le dialogue dans les médias avec ceux qui s'accordent la liberté de dire le pire, qui poussent à la haine, au risque de tuer.

Le processus qui mène à la catastrophe est connu, il arrive par glissements et renoncements progressifs.

Il résulte de ce à quoi tout le monde participe, même tacitement.

Il arrive souvent par les élections. Donc Alerte ! Vigilance ! Et Courage !

FICHE ARGUMENTAIRE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE

LES PRINCIPES QUE L'ON DÉFEND ET CEUX QUE L'ON COMBAT

LES FONDEMENTS DE L'IDÉOLOGIE D'EXTRÊME-DROITE ET LES PRATIQUES QUE NOUS COMBATTONS

L'extrême-droite a pour fondement de son idéologie le rejet d'une humanité commune, de l'universalité des droits et du principe d'égalité.

La démonstration en a été faite au Sénat le 8 novembre 2023, par Stéphane Ravier, Sénateur Reconquête, anciennement RN. Ainsi, il a pu déclarer, dans le but de refuser l'accès à la nationalité française à des enfants nés en France de parents étrangers "un veau qui naît dans une écurie ne fera jamais un cheval". Par cette métaphore raciste au plus bas niveau biologique, déjà utilisée par JM Le Pen, il rejette à la fois l'idée d'une espèce humaine commune et le principe d'égalité.

Les nationalismes identitaires, sous régimes de "démocraties illibérales", comme en Hongrie avec Viktor Orban, fonctionnent en acceptant le suffrage universel, tout en bafouant l'Etat de droits. Ils s'efforcent de mettre à bas tout principe universel s'imposant aux États, en premier lieu l'égalité des droits au sein du genre humain. De fait, ils sont hostiles aux principes démocratiques.

L'EXD, même si elle s'en défend parfois, se trouve donc toujours dans le sillage du programme hitlérien dont les notions de liberté individuelle et d'humanité sont exclues.

Seul compte le peuple déterminé par son sang et enraciné dans son sol.

Un peuple en principe uniformisé, soumis à une doctrine et une adhésion sans faille à ses chefs.

L'OBSESSION DE L'ORIGINE ET DE L'IDENTITÉ

On retrouve toujours dans cette obsession de l'origine un idéal suprémaciste de pureté de la race avec la phobie du mélange avec l'autre.

C'est pourquoi le métissage est autant honni par tous. Pour Alain de Benoist, c'est une perte, une régression et une uniformisation.

On est à l'opposé de l'échange vécu comme enrichissement. L'autre étant toujours pour l'EXD inscrit dans un système hiérarchique d'identités.

L'ORIGINE ETHNIQUE EST EN RÈGLE GÉNÉRALE UNE FATALITÉ INDÉPASSABLE

Ce repli sur une identité fermée aux autres (nation, peuple et État), avec la proclamation de sa supériorité, nourrit le préjugé, habitue aux discriminations et fait le lit du racisme.

Cette position conduit l'EXD à dénoncer l'Anti-France liée aux lobbies cosmopolites et mondialistes, ce qui n'empêche pas Alain de Benoist, par ailleurs, de vouloir construire une alliance politique européenne englobant la Russie.

11/2023

3/4

Collectif aixois contre les idées et violences de l'extrême-droite
Contact : aix@collectif-contre-xd.fr

FICHE ARGUMENTAIRE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE

LES PRINCIPES QUE L'ON DÉFEND ET CEUX QUE L'ON COMBAT

LE RACISME CULTUREL, NOUVEL HABILLAGE DU RACISME

Le racisme, même s'il est parfois nié (Marine Le Pen) et dissimulé derrière un vocabulaire prudent, est au cœur de toutes les doctrines d'EXD.

Cependant, le discours racialisé fondé sur la biologie paraissant de plus en plus indéfendable au XXI^{ème} siècle, et pouvant tomber sous le coup de la loi, une nouvelle forme de racisme est apparue, le racisme culturel, qui s'appuie sur le présupposé d'une hiérarchie et d'une incompatibilité des cultures.

Renaud Camus, ancien antisémite reconverti en islamophobe, qui ne cesse de dénoncer l'anti-racisme, parle de peuple, nationalité et territoire d'origine. Il dit aimer tous les peuples s'ils restent chez eux, mais les juge inégaux. Il s'en prend au dogme de l'inexistence des races et au refus des discriminations, tout en gardant une grande audience médiatique.

Sa théorie du « Grand remplacement », popularisée par Zemmour et déclinée en fiction par Houellebecq, apparaît comme la nouvelle doctrine raciste du XXI^{ème} siècle, selon Edwy Plenel. Elle conduit à prôner la re-migration, ou renversement des flux migratoires, avec pour premières cibles les populations d'origine africaine identifiées comme musulmanes.

LES NOUVEAUX AXES DE BATAILLE : L'ANTI-RACISME ET L'ANTI-WOKISME

Le racisme camouflé de l'EXD prend en 2023 le nom d'anti-racisme.

Les anti-racistes soupçonnés d'être islamo-gauchistes sont présentés comme des racistes anti blancs gangrenés par l'idéologie woke, le néo féminisme, etc...

Ainsi MLP a annoncé au Havre, le 1^{er} mai 2023, qu'elle allait faire campagne sur deux nouveaux sujets : la transition écologique et la transition civilisationnelle que serait le wokisme. (A rebours des préoccupations premières de son électorat concentrées sur le pouvoir d'achat et l'emploi).

Cette nouvelle approche confusionniste cherche à dissoudre les clivages droite/gauche et vise, comme avec la laïcité, la classe moyenne, allant jusqu'à des secteurs de la gauche.

Un wokisme dont le flou est bien commode pour la désignation de nouveaux boucs-émissaires. Eric Zemmour lui aussi reprend ce cheval de bataille, le wokisme fait partie de la menace du « changement de civilisation » lié au « grand remplacement ».

Comme il l'a déjà dit dans sa campagne, notre pays est en danger « nous passons d'une civilisation vers une autre », mais « il ne peut pas y avoir deux civilisations sur un même territoire ». Tout un programme...

*Sources : L'Appel à la vigilance de Edwy Plenel
La haine de l'antiracisme de Alain Policar*

11/2023

4/4

Collectif aixois contre les idées et violences de l'extrême-droite
Contact : aix@collectif-contre-xd.fr